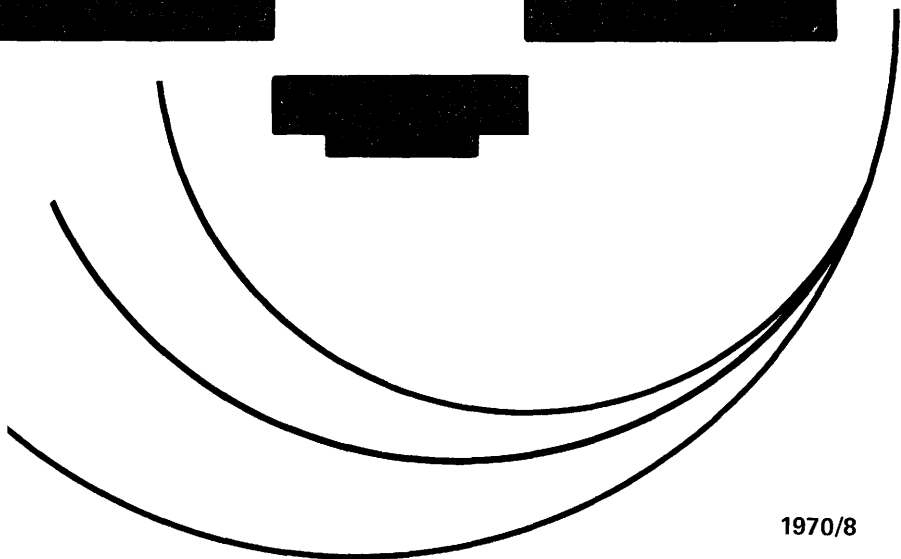


Parlement européen

Informations



SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Libre opinion	1
I. Session de novembre	5
II. Session de décembre	27
III. Activités des commissions parlementaires	45
IV. Autres activités	57

Secrétariat général du Parlement européen

Luxembourg—Tél. 477.11

Publication de la direction générale
de la documentation parlementaire et de l'information

PE-i-820

LIBRE OPINION



ACTUALITE DE L'ACCORD D'ASSOCIATION C.E.E. — TURQUIE

de M. E. P. De Winter

*Président de la commission
de l'association avec la Turquie*

Dès l'issue de la première guerre mondiale, la Turquie a voulu trouver sa place auprès des nations européennes et les réformes entreprises jusqu'à présent en témoignent. La conception de notre accord d'association rejoint donc la volonté de la Turquie moderne d'entamer son développement économique et social aux côtés des peuples de l'Europe occidentale.

On vient de signer à Bruxelles le protocole additionnel qui règle les modalités de la phase transitoire de notre association. Après les résultats satisfaisants de cinq années d'application de notre accord, cette signature marque une étape historique entre nos peuples et constitue le pas décisif vers l'adhésion complète de la Turquie à la Communauté.

Un rapide survol des résultats obtenus à ce jour justifie l'espoir que les partenaires placent dans l'évolution de ces relations:

- de 1964 à 1969, la Turquie a pu augmenter de 56 0/o ses exportations vers la Communauté. Durant cette période, les importations turques en provenance de la C.E.E. ont marqué une augmentation de 84 0/o. Les taux d'accroissement respectifs du commerce turc avec le reste du monde n'ont pu, eux, être augmentés que de 18 0/o et 35 0/o.
- La Banque européenne d'investissement a pu contribuer, par des crédits s'élevant à 175 millions d'u.c., à la réalisation de projets d'infrastructure et d'industrialisation.
- Le protocole additionnel prévoit que, dès le début de la phase transitoire, la Communauté concèdera à la Turquie une série d'avantages couvrant plus de 90 0/o de ses exportations agricoles vers la C.E.E. tandis que, pour une liste de produits représentant actuellement 45 0/o des importations turques en provenance de la Communauté, la démobilitation tarifaire n'interviendra que selon un calendrier de 22 années. Ce rythme ralenti a été choisi — d'ailleurs conformément au vœu émis par la Commission parlementaire mixte et le Parlement européen — pour tenir compte des exigences de l'industrialisation de la Turquie.

Un autre fait caractérise les réalisations de la première phase de notre association: la migration — du moins temporaire — d'un nombre accru d'ouvriers turcs vers les pays de la Communauté. Ils y seront d'ici peu au nombre de 500.000 et ont transféré, dans la seule année 1969, plus de 140 millions de dollars dans leur pays natal. Dès à présent, des dispositions sont prévues en matière de non-discrimination fondée sur la nationalité en ce qui concerne les conditions de travail et la rémunération de cette main-d'oeuvre. Nous ne devons pas laisser échapper — notamment au moyen d'une formation professionnelle spécialisée — les chances que l'existence d'un si grand nombre d'ouvriers turcs insérés dans l'économie communautaire offrira ultérieurement pour le développement de la Turquie.

Si la Turquie et la Communauté préservent l'esprit d'amitié et de solidarité qui a, jusqu'à présent, caractérisé leurs relations, je ne doute absolument pas que la grande entreprise dans laquelle nous nous engageons de commun accord sera couronnée de succès.

La Turquie doit être sûre qu'elle peut compter sur ses alliés naturels dans la Communauté et qu'ensemble il nous sera possible de surmonter les multiples problèmes qui vont encore se poser.

Il va de soi que nous attendons, de la part de la Turquie, un effort parallèle à celui que nous sommes prêts à entreprendre, et gouverné par le même esprit.

Nous voulons parcourir ensemble un long chemin sur la voie de la concorde et de l'amitié.

Nous sommes sur cette bonne voie.



I. SESSION DE NOVEMBRE

En hommage à la mémoire du général de Gaulle, le Parlement a observé une minute de silence au début de ses travaux le 16 novembre. M. Scelba, président du Parlement, a déclaré que le général de Gaulle avait marqué d'une empreinte indélébile l'histoire de la France et de nombreuses autres nations. S'associant à cet hommage, M. Malfatti, président de la Commission européenne, a rappelé la signification, pour tous les Européens, de l'appel du 18 juin 1940, qui a marqué une étape fondamentale sur la voie du retour à la démocratie et au renouveau de l'Europe.

Le Parlement européen, réuni à Strasbourg, du 16 au 19 novembre, a procédé à l'échange de vues annuel avec le Conseil et la Commission sur le thème de l'union économique et les perspectives d'une union monétaire au sein de la Communauté et a discuté un rapport sur ce sujet. Le président en exercice du Conseil a présenté le budget des Communautés pour 1971. La Commission européenne a répondu à des questions orales sur l'harmonisation des législations fiscales et sur la situation et les perspectives de l'Euratom. Le Parlement a approuvé les accords commerciaux C.E.E.—Espagne et C.E.E.—Israël et a entendu une réponse de la Commission européenne à une question orale sur l'accord international sur le café.

Des propositions concernant la liberté d'établissement et la libre prestation des services pour certaines activités de l'avocat et le secteur pharmaceutique ont été examinées ainsi que plusieurs directives relatives au rapprochement des législations des Etats membres. Le Parlement a étudié plusieurs questions se rapportant à la politique agricole commune et concernant notamment le F.E.O.G.A. Enfin, il s'est prononcé pour une lutte efficace contre la pollution des eaux fluviales et a demandé une aide pour les victimes des catastrophes au Pakistan, en Italie et en France.

Le président Scelba a souhaité la bienvenue à M. Kuipers, président du Comité économique et social, dont la présence souligne l'importance de la coopération entre le Parlement européen et cet organe communautaire.

L'union économique et monétaire

(18 novembre)

L'échange de vues annuel entre le Parlement, le Conseil et la Commission avait pour thème cette année: "l'union économique et les perspectives d'une union monétaire dans la Communauté". Comme l'a souligné M. Schiller, ministre de l'économie de la R.F.A. et président en exercice du Conseil, ce sujet offre l'occasion de centrer l'échange de vues sur un thème essentiel pour la Communauté et permet une discussion politique avec l'Assemblée à un moment où le Conseil n'a pas encore exprimé d'avis et pris de décision, ce qui lui permettra de tenir compte des opinions exprimées au sein de l'Assemblée.

Après avoir souligné l'importance du rapport Werner et des propositions faites par la Commission européenne, M. Schiller a déclaré que les décisions à prendre par le Conseil impliquaient la fixation de l'objectif à atteindre et de la voie susceptible d'y conduire. Se référant constamment au texte du rapport Werner, le président du Conseil a estimé que la réalisation de l'union économique et monétaire impliquait la création d'un véritable marché intérieur communautaire. Cette union doit aussi servir à renforcer la division internationale du travail. Pour le Conseil, l'union économique et monétaire est un objectif réalisable dans le courant de la présente décennie, à condition de bénéficier d'un appui politique permanent des gouvernements. Etant donné la complexité politique et l'interdépendance des problèmes concernant les organes communautaires qui seront habilités à prendre les décisions, leur solution, a souligné M. Schiller, ne demande pas seulement perspicacité, courage et sens des responsabilités, mais aussi de la patience. La première étape prévue dans le plan Werner étant indissociable du processus complet d'intégration économique et monétaire, il convient donc d'établir des bases concrètes et solides. M. Schiller pense que les propositions formulées à ce propos dans le rapport Werner sont utiles. Evoquant le contenu et les différentes étapes du processus de l'union, le président du Conseil a déclaré que, quelle que soit l'utilité d'un programme prédéterminé, l'union économique et monétaire constitue une entreprise d'une telle envergure que l'on ne peut renoncer à une certaine souplesse, ni aux expériences faites au fur et à mesure de sa réalisation. En terminant, M. Schiller a souligné que l'oeuvre à entreprendre demandera, dans les années à venir, un travail assidu des institutions communau-

taires, des gouvernements et des parlements nationaux et surtout le maintien de la volonté politique qui a été à la base des décisions de La Haye.

M. Barre, vice-président de la Commission européenne, après avoir fait l'historique des principales actions entreprises au niveau communautaire dans le domaine de l'union économique et monétaire, et après avoir rendu hommage à la qualité des travaux du "Comité Werner", a exposé les lignes essentielles des propositions que la Commission européenne a adressées au Conseil à la fin du mois d'octobre. La Commission a présenté un projet de résolution sur l'institution par étapes de l'union économique et monétaire de la Communauté. Ce projet comprend trois parties: une définition de l'objectif final, un programme d'action pour la première étape et un engagement pour la fin de la première étape. Deux propositions de décisions ont également été soumises au Conseil afin de renforcer la coordination des politiques économiques entre les Etats membres. En conclusion, M. Barre a présenté trois observations:

- il est important d'aboutir à un résultat à la fin de cette année. Il est en effet indispensable de répondre à l'attente de l'opinion publique de la Communauté. Il est aussi nécessaire de montrer à l'opinion publique internationale que le fait communautaire existe;
- la crédibilité de l'opération dépendra avant tout des décisions concrètes qui seront prises dans les prochains mois. La Communauté a souvent souffert de la discordance entre "la générosité des intentions et la parcimonie des réalisations";
- la construction de l'union économique et monétaire est une grande affaire politique. Mais qui peut nier que l'économie et la monnaie, c'est d'abord de la politique. Il faut être attentif aux difficultés techniques, politiques et internationales qu'elle comporte.

M. Bousch (U.D.E., fr.) a présenté ensuite le rapport intérimaire (doc. 148) fait au nom de la commission économique sur la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire de la Communauté. Le rapporteur a rappelé les principales conclusions auxquelles a abouti la commission en attendant l'examen du rapport Werner et des dernières propositions de la Commission européenne. Les dispositions du traité C.E.E. permettent de progresser sur la voie de l'harmonisation de la politique économique et monétaire des Etats membres, mais la réalisation de l'union économique et monétaire implique que le traité soit complété. La commission parlementaire se prononce pour un développement

parallèle de l'union monétaire et de l'union économique et n'exclut pas la possibilité d'une réduction des marges de fluctuation des cours de change dans la Communauté. Les mesures d'harmonisation doivent être accompagnées d'une politique sociale, régionale et structurelle d'envergure. La commission économique demande l'organisation de consultations régulières avec les partenaires sociaux et insiste pour que soit garanti un contrôle démocratique au niveau communautaire, lors du transfert de pouvoirs du plan national au plan communautaire. Le rapport traite encore de l'harmonisation de la fiscalité, de la libération du marché des capitaux, de l'information des pays candidats à l'adhésion et du problème de la livre sterling.

M. Boersma (néerl.), au nom du groupe démocrate-chrétien, croit qu'il est possible de se rallier à la plupart des propositions contenues dans le rapport Werner. Il a insisté sur la réalisation d'un système d'aide réciproque et a évoqué la lutte contre l'inflation, la participation des partenaires sociaux, les efforts à faire en matière de politique régionale. Pour le problème des transferts de compétence, des accommodements seront nécessaires, dès la première étape. M. Löhr (all.), parlant aussi au nom du groupe démocrate-chrétien, a déclaré qu'à partir de la première étape il fallait créer un organe communautaire autonome.

Pour M. Oele (néerl.) qui parlait au nom du groupe socialiste, il faut arriver à une intégration plus contraignante. Il a souligné l'importance du problème du contrôle dans le cadre de l'union économique et monétaire. La première étape sera déterminante. Le groupe souhaite un réel parallélisme entre l'union monétaire et l'union économique. M. Biaggi (it.), au nom du groupe des libéraux et apparentés, a estimé que le plan d'union économique et monétaire était l'entreprise la plus importante que la Communauté ait inscrite à son programme et constituait le moyen essentiel de réussir la véritable intégration européenne.

M. Cousté (fr.), au nom du groupe de l'U.D.E., a exposé le sens des amendements déposés par son groupe qui veut compléter et actualiser la proposition de résolution. Dans ces amendements, le groupe U.D.E. souligne l'importance de la première étape qui n'implique nullement une modification du traité, demande le renforcement de la coordination des politiques économiques des Etats membres et le contrôle du Parlement sur le nouveau processus de coopération économique. D'autres amendements demandent la suppression de ce qui se rapporte au rôle de la livre sterling et à l'arbitrage entre les pouvoirs nationaux et communautaires pour chacune des étapes. En terminant, M. Cousté a souhaité que le Conseil prenne rapidement des décisions pratiques conformes aux propositions de la Commission européenne. L'union économique et

monétaire doit se faire, dans l'immédiat, par des décisions nationales conformes aux points de vue dégagés en commun.

Pour M. Leonardi (non inscrit, com. it.), il faut modifier la façon d'agir avant de passer au stade de l'union économique et monétaire et faire un bilan des résultats de l'union douanière. La Communauté devrait davantage tenir compte du point de vue de toutes les organisations sociales. Il ne faut pas sous-évaluer les forces que l'on mettra en mouvement à travers l'union économique et monétaire. C'est pourquoi, on ne doit pas s'en tenir à une organisation de caractère technique, privée de responsabilité politique.

Répondant aux différents orateurs, M. Schiller, président en exercice du Conseil, a mis l'accent sur l'importance des questions en discussion qui aboutiront à la fixation des bases d'une Europe communautaire. Il faudra aussi tenir compte d'un contrôle parlementaire démocratique efficace sans lequel rien ne peut être réalisé. On ne peut parvenir à une union politique, a poursuivi M. Schiller, sans base solide formée d'intérêts économiques communs. Etape par étape, des décisions seront prises, sans automatisme aveugle et en tenant compte des expériences. Après la première étape, nécessaire étape de transition et d'adaptation, un progrès ne sera possible que si l'on accepte des modifications d'ordre politique. M. Schiller a insisté sur la nécessité du parallélisme entre les politiques économique et monétaire.

M. Bousquet (U.D.E., fr.) a attiré l'attention sur les risques que l'on courrait en voulant modifier le traité. Il faut s'efforcer d'atteindre progressivement par étapes les objectifs que l'on s'est fixé, sans bouleversement, avec le minimum de nouvelles obligations juridiques. Pour M. Wolfram (soc. all.), l'intégration économique et monétaire doit être assortie de décisions d'ordre politique. M. Aigner (dém.-chr. all.) a souligné que l'on ne pouvait pas prôner l'addition d'impulsions nationales si, en même temps, on n'acceptait pas des organes communs indépendants.

M. Malfatti, président de la Commission européenne, a rappelé que le plan pour l'intégration économique et monétaire servirait de cadre aux autres intégrations. La Commission, à partir du rapport Werner et pour le concrétiser, a préparé des propositions qui ont été transmises au Parlement. M. Malfatti a insisté sur le nécessaire parallélisme entre les politiques monétaire et économique et a constaté qu'un tel processus d'union ne pourra être réalisé que graduellement dans le temps et par un transfert déterminé de pouvoirs du plan national au plan communautaire. De même, les questions de contrôle nécessiteront un dévelop-

pement du contrôle démocratique du Parlement européen. Pour toutes ces questions, la Commission se basera sur l'expérience acquise au cours de la première étape et fera, en temps voulu, des propositions concrètes. En terminant, M. Malfatti a mis l'accent sur l'importance du pas à accomplir et a souhaité que le Conseil accepte les propositions de la Commission européenne afin que des décisions politiques soient prises avant la fin de l'année.

A l'issue du débat, sur proposition de M. Lange (soc. all.), président de la commission économique, le Parlement a décidé le renvoi en commission de la proposition de résolution, comme l'avait demandé M. Triboulet, président du groupe de l'U.D.E., compte tenu des éléments nouveaux intervenus depuis l'élaboration du rapport et des débats qui viennent d'avoir lieu. Le Parlement se prononcera sur une nouvelle résolution au cours de sa session de décembre à Luxembourg (voir 2e partie).

Politique budgétaire et financière

Budget des Communautés pour 1971 (17 novembre). Le président en exercice du Conseil, M. Emde, secrétaire d'Etat au ministère des finances d'Allemagne, a présenté au Parlement le projet de budget des Communautés et le projet de budget de recherches et d'investissement de l'Euratom pour 1971. Comme l'a souligné M. Spénale (soc. fr.), président de la commission des finances et des budgets, le président en exercice du Conseil inaugure une nouvelle procédure qui montre son intention de renforcer le dialogue inter-institutionnel afin de tenir compte, dès maintenant, des procédures prévues par le nouveau traité sur les ressources propres qui n'est pas encore définitivement ratifié.

M. Emde a exposé les points qui ont retenu spécialement l'attention du Conseil en raison notamment de leur importance politique. Dans le domaine social, l'intense activité du Conseil en 1970 ne trouve pas encore un reflet dans le budget. Le président du Conseil a mis l'accent sur l'importance des dépenses du F.E.O.G.A. qui représentent 94 % du budget et a évoqué le problème du contrôle pour éviter les fraudes et les abus. M. Emde a donné ensuite quelques précisions sur les dépenses administratives et sur plusieurs postes budgétaires pour lesquels les demandes du Parlement ont été prises en considération (notamment: inscription d'un crédit pour une aide communautaire aux victimes de catastrophes). Le projet de budget de recherches et d'investissement de l'Euratom ne constitue que la reconduction de celui de 1969. Néanmoins, a

précisé M. Emde, les études et les discussions se poursuivent afin de mettre au point un nouveau programme communautaire.

M. Spénale s'est réjoui qu'un dialogue s'engage qui prélude à une nouvelle répartition et à un meilleur équilibre des responsabilités entre les institutions et a demandé au Conseil de motiver clairement et largement le projet de budget qu'il envoie au Parlement. De même, les décisions de caractère législatif ou réglementaire entraînant des dépenses opérationnelles doivent être soumises au Parlement avec toutes les précisions nécessaires sur leur incidence financière. M. Spénale a fait encore quelques observations sur le fonctionnement du F.E.O.G.A., les besoins en personnel de la Commission européenne, le budget de l'Euratom, en demandant au président du Conseil de fournir des réponses complémentaires lors du débat sur le budget des Communautés au cours de la session de décembre du Parlement européen (voir 2e partie).

Harmonisation des législations fiscales des Etats membres (17 novembre). Dans une question orale avec débat (n° 9/70), la commission des finances et des budgets a demandé à la Commission européenne de faire connaître sa doctrine actuelle en matière d'harmonisation fiscale et de préciser la liste des propositions qu'elle entend présenter, les difficultés qu'elle prévoit et le calendrier qu'elle espère suivre.

En présentant la question orale, M. Artzinger (dém.-chr. all.) a demandé qu'un dialogue permanent s'instaure entre la Commission et le Parlement au sujet de l'harmonisation fiscale et que la Commission utilise toutes les possibilités pour progresser rapidement dans ce domaine. M. Haferkamp, vice-président de la Commission européenne, a informé le Parlement que de nouvelles propositions seraient prochainement présentées à propos de questions touchant la T.V.A. et le secteur du tabac et que des études étaient en cours sur les incidences de la T.V.A. à l'intérieur des Etats membres et ses conséquences sur les échanges de marchandises dans la Communauté. Après avoir évoqué le problème des taxes locales, M. Haferkamp a souligné l'importance de l'aspect économique et politique de l'harmonisation fiscale et a déclaré que les contrôles douaniers pour les voyages privés devaient être supprimés sans tarder à l'intérieur de la Communauté.

Au nom du groupe socialiste, M. Koch (all.) a critiqué la réponse de la Commission européenne en soulignant que l'harmonisation fiscale devait être le moteur de l'intégration européenne. Les problèmes difficiles que posera cette harmonisation doivent être résolus au plus tôt, notamment en ce qui concerne

l'harmonisation des taux de T.V.A., l'impôt à la consommation, la question des "oasis" en matière fiscale. M. Berkhouwer (néerl.), président du groupe des libéraux et apparentés, évoquant des difficultés qu'il a rencontrées personnellement, a souligné la nécessité de la suppression des frontières, et a constaté qu'il existait encore de très nettes différences en matière d'impôts entre les pays de la Communauté. M. Artzinger a souhaité l'instauration d'une assiette unique pour la T.V.A. et l'harmonisation des taux d'imposition des tabacs. M. Haferkamp, vice-président de la Commission européenne, a répondu aux orateurs en confirmant que la Commission était décidée à aller de l'avant et qu'elle espérait que le processus d'intégration permettra, dans les années qui viennent, une meilleure circulation des personnes et des marchandises à l'intérieur de la Communauté.

Budget supplémentaire des Communautés pour 1970 (18 novembre). Dans son rapport (doc. 179) fait au nom de la commission des finances et des budgets, M. Aigner (dém.-chr. all.) a noté que le projet de budget supplémentaire avait pour but de ventiler un crédit global destiné à couvrir les dépenses de la section garantie du F.E.O.G.A. pour la période du 1er juillet 1969 au 31 décembre 1970. Le Parlement, sur proposition de sa commission des finances et des budgets, a pris acte de ce projet de budget en refusant de lui accorder sa caution. Dans la résolution, le Parlement doute que les fonds soient utilisés avec l'efficacité nécessaire en raison de l'insuffisance du contrôle due à l'insuffisance des moyens mis à la disposition de la Commission. La commission de l'agriculture avait donné un avis favorable à l'approbation du projet de budget supplémentaire. M. Coppé, membre de la Commission européenne, a reconnu que la situation n'était pas satisfaisante. Elle est due au fait que le Conseil n'a pas pu se mettre d'accord en temps utile.

Budget des Communautés pour 1968. Rapport de la Commission de contrôle (17 novembre). Le Parlement européen a approuvé les comptes de gestion et bilans financiers des Communautés pour l'exercice 1968 ainsi que le rapport de la Commission de contrôle à ce sujet, sur la base d'un rapport (doc. 162) présenté par M. Leemans (dém.-chr. belge) au nom de la commission des finances et des budgets. Le Parlement a fait quelques observations sur les différents Fonds européens et s'est prononcé pour un renforcement du contrôle dans la perspective des nouveaux pouvoirs qui lui seront attribués en matière budgétaire. Il a demandé au Conseil de ne pas se prononcer sur la décharge avant que le Parlement ait pris position.

Dans une deuxième résolution, le Parlement a donné décharge à son président et à son secrétaire général en ce qui concerne le compte de gestion du Parlement pour l'exercice 1968.

Au cours du débat, M. Houdet (fr.), au nom du groupe des libéraux et apparentés, a réclamé un contrôle plus strict des fonds de la section garantie du F.E.O.G.A. Pour cela les moyens nécessaires doivent être donnés à la Commission européenne et les aides ne doivent être accordées qu'aux opérations qui sont justifiées réellement. M. Wohlfart (soc. lux.), chargé de suivre la gestion financière du Fonds social européen, a critiqué les défauts du système d'intervention du Fonds et a demandé une amélioration du contrôle de ses opérations. M. Westerterp (dém.-chr. néerl.) n'a pas apprécié l'attitude du Conseil qui s'est prononcé sur la décharge sans attendre l'avis du Parlement.

M. Coppé, membre de la Commission européenne, a donné l'assurance au Parlement que les observations contenues dans le rapport de M. Leemans seraient étudiées attentivement, notamment en ce qui concerne le contrôle des opérations du F.E.O.G.A.

Situation et perspectives de l'Euratom

(17 novembre)

Le Parlement européen a discuté une question orale avec débat (n° 10/70) de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques qui demande à la Commission européenne son opinion sur la situation et les perspectives du Centre commun de recherche en l'absence de décision du Conseil sur sa réorganisation et son avenir. La commission parlementaire demande, d'autre part, dans quelle mesure la Commission européenne, en tant qu'organe exécutif des Communautés, croit pouvoir porter la responsabilité de cet état de chose, alors que le Conseil n'a pas su mettre à exécution l'objectif convenu à la Conférence de La Haye en ce qui concerne la restructuration et la réorientation de l'Euratom.

Après que M. Oele (soc. néerl.) a développé la question orale au nom de la commission de l'énergie, M. Spinelli, membre de la Commission européenne, a souligné que la crise profonde du Centre commun de recherche provient de ce que la Communauté ne parvient pas à se donner une politique de recherche et de développement scientifique et technologique. Cette impuissance ne provient pas

du manque de conscience de l'importance d'une action commune dans ce domaine, mais de l'absurdité de la méthode suivie jusqu'ici par les gouvernements pour résoudre ce problème. M. Spinelli fait ensuite le procès de l'approche intergouvernementale qui a conduit à la stérilité et dont le récent échec de la conférence spatiale et l'incapacité des nations européennes à donner une réponse commune à la proposition américaine de participer au programme post-Apollo confirment la faillite. Certes, a reconnu M. Spinelli, la Commission européenne a une part de responsabilité car elle a accepté avec résignation une méthode de travail stérile. Mais maintenant, elle est décidée à mettre fin à cette attitude et a l'intention de soumettre au Conseil toute une série de mesures en vue de traduire dans les faits les directives de la Conférence de La Haye.

La Commission européenne proposera de doter le Centre commun de recherche d'une large autonomie. Il devra être géré sur la base de critères industriels modernes et composé de chercheurs et non de fonctionnaires. La Commission prépare un programme pluriannuel de recherche nucléaire et non nucléaire qui ouvrira au Centre commun de recherche de nouveaux champs d'action. Ces propositions pareront au plus pressé et devront être suivies d'autres mesures. La Communauté devra être dotée d'un organe de concertation composé de représentants des politiques nationales de la recherche, des industries et d'experts indépendants et qui définira les grands programmes communs et les principales formes d'intervention de la Communauté. Une Agence européenne de la recherche et du développement devra mettre en oeuvre les programmes communautaires, sera dotée d'un fonds propre et aura son propre champ d'autonomie. Le C.C.R. deviendra l'organe de recherche de l'Agence.

Pour la Commission, a déclaré en conclusion M. Spinelli, la seule issue à la situation actuelle est la création d'instruments qui, contrairement aux conférences intergouvernementales d'aujourd'hui, permettront de définir des politiques communes de recherche, des ordres de priorité et qui disposeront de ressources propres pour les gérer. Le Conseil doit prendre ses responsabilités ainsi que les membres du Parlement en intervenant énergiquement dans leurs parlements nationaux.

MM. Noé (dém.-chr. it.), Flämig (soc. all.) et Romeo (lib. it.), au nom de leurs groupes politiques, ont déploré la situation actuelle de l'Euratom et ont critiqué la carence du Conseil. Ils ont incité la Commission à aller de l'avant, dans cet important secteur de la recherche. Une coopération est possible mais il faut une volonté politique des gouvernements pour concrétiser les espoirs nés à la suite de la Conférence de La Haye. M. Bousquet (fr.), au nom du groupe de l'U.D.E., a

constaté que les propositions de la Commission européenne se rapprochent des vues exprimées par la France qui a toujours préconisé une profonde restructuration du C.C.R. afin de le doter d'une large autonomie. M. Bousquet s'est également prononcé pour la création d'une Agence européenne pour le développement et la recherche et pour un programme pluriannuel de recherche. M. Triboulet (fr.), président du groupe U.D.E., a attiré l'attention de la Commission européenne sur le ton à employer dans les négociations avec le Conseil et sur la nécessité d'appliquer les règles élémentaires de la diplomatie.

Dans une résolution adoptée à l'issue du débat par les quatre groupes politiques, le Parlement attend de la Commission européenne qu'elle déclare publiquement et catégoriquement qu'elle ne pourra continuer à assumer plus longtemps la responsabilité de la situation actuelle, si le Conseil ne démontre pas une volonté précise pour l'assainissement de la situation actuelle, en approuvant: la restructuration du C.C.R.; le plan pluriannuel en voie d'élaboration ainsi que les mesures proposées afin d'arriver, le 1^{er} janvier 1971, à une vision d'ensemble de la politique de recherche et de développement dans le cadre communautaire.

Politique commerciale de la Communauté

Accord commercial C.E.E. — Espagne (16 novembre). Le Parlement européen a approuvé l'accord commercial entre la C.E.E. et l'Espagne, signé le 29 juin 1970. Cet accord a un caractère préférentiel, a précisé M. Boano (dém.-chr. it.) dans son rapport (doc. 164) fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, et prévoit la suppression progressive des obstacles pour l'essentiel des échanges au cours de deux étapes. Seules les dispositions régissant la première étape, d'une durée d'au moins 6 ans, figurent dans le texte de l'accord dont le contenu est exclusivement commercial. Le passage à la deuxième étape s'effectuera par un commun accord des parties contractantes, pour autant que les conditions soient réunies. Après avoir exposé les dispositions de l'Accord, le rapporteur a conclu en espérant que, par une extension appropriée des rapports économiques et commerciaux entre les deux parties, cet accord favorisera la réalisation des conditions nécessaires à une évolution positive et au renforcement, dans l'avenir, des liens existant entre la C.E.E. et l'Espagne.

Dans son avis rédigé au nom de la commission de l'agriculture, M. Blondelle (lib. fr.) constate qu'au total les grandes lignes de la politique agricole commune ont été respectées et que l'on peut donc donner un avis favorable à l'accord. MM. Werner (dém.-chr. all.) et van Offelen (lib. belge) ont approuvé l'accord

commercial C.E.E.—Espagne, au nom de leurs groupes politiques. M. van Offelen a souhaité qu'au cours de la période de six ans l'évolution des idées et des institutions rendra possible une participation plus active de l'Espagne au processus d'intégration communautaire.

MM. Cifarelli (soc. it.) et Bermani (soc. it.) voteront contre l'accord, compte tenu de la situation politique en Espagne, de même que M. D'Angelosante (non inscrit, com. it.). MM. Radoux (soc. belge) et Kriedemann (soc. all.), s'en tenant strictement aux aspects commerciaux, se sont prononcés pour l'approbation de l'accord.

M. Malfatti, président de la Commission européenne, a informé le Parlement qu'un débat pourra avoir lieu sur le thème "la Communauté dans le bassin méditerranéen", sur la base d'un document de la Commission. M. Malfatti a souligné le fait que le passage de la première à la deuxième étape prévu dans l'accord n'est pas automatique, ce qui prouve que les problèmes politiques n'ont pas été ignorés.

Dans la résolution adoptée à l'issue du débat, le Parlement approuve l'accord, souhaite une extension des rapports économiques entre les parties ainsi qu'une vision unitaire et équilibrée de la politique commerciale de la C.E.E. dans le bassin méditerranéen. Enfin, le Parlement demande à être consulté avant la signature de tels accords.

Accord commercial C.E.E.—Israël (16 novembre). Le Parlement européen a approuvé l'accord commercial C.E.E.—Israël en souhaitant que l'application de ses dispositions permette une extension appropriée des relations commerciales entre les parties. Le Parlement constate que les relations entre la Communauté et Israël ne pourront trouver de solution satisfaisante que par la création d'une zone de libre-échange ou d'une union douanière. Enfin, le Parlement, comme pour l'accord C.E.E.—Turquie, demande à être consulté avant la signature d'un tel accord.

Dans son rapport (doc. 167) fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, M. Westerterp (dém.-chr. néerl.) a exposé les principales dispositions de l'accord commercial et les problèmes qu'il pose. M. Blondelle (lib. fr.), au nom de la commission de l'agriculture, a donné un avis favorable à l'accord. M. D'Angelosante (non inscrit, com. it.) a critiqué l'accord C.E.E.—Israël qui pose des problèmes politiques importants. La Communauté choisit ses partenaires selon des critères politiques, ce qui entraîne des disparités

entre pays d'une même zone géographique et des discriminations inadmissibles. M. De Winter (belge), au nom du groupe démocrate-chrétien, a approuvé l'accord C.E.E.—Israël en regrettant que le Conseil n'ait pas cru bon de consulter le Parlement. De son côté, M. Vredeling (soc. néerl.) a rappelé que, si un accord existe avec Israël et non avec la R.A.U., c'est parce qu'Israël est entré en contact avec la C.E.E. dès 1964.

M. Malfatti, président de la Commission européenne, a également souligné ce fait et a précisé que l'accord en discussion n'était pas discriminatoire vis-à-vis d'autres pays et n'était pas en contradiction avec le G.A.T.T.

Accord international sur le café (16 novembre). M. Vredeling (soc. néerl.) a présenté, au nom de la commission des relations économiques extérieures, une question orale avec débat (n° 11/70) à la Commission européenne concernant l'état des pourparlers sur l'adhésion de la Communauté à l'Accord international sur le café. Il a demandé des précisions sur les modalités d'une adhésion de la Communauté, sur sa participation au fonds de diversification institué par l'Accord, et sur la possibilité pour le Parlement de se prononcer sur cet Accord.

M. Malfatti, président de la Commission européenne, répondant au dernier point soulevé par M. Vredeling, a déclaré que la Commission avait suggéré au Conseil de consulter le Parlement. En ce qui concerne le fonds de diversification, une coordination économique et technique est actuellement à l'étude. Il en est de même pour la participation de la Communauté en tant que telle à l'Accord international. M. Malfatti a déclaré qu'il revenait à la Commission de représenter la Communauté et que la Commission s'efforçait de donner une interprétation extensive de ses pouvoirs en matière de politique commerciale commune. M. Boano (dém.-chr. it.) a évoqué le désaccord existant entre pays producteurs et pays consommateurs et M. Vredeling a appuyé le point de vue de la Commission européenne.

Importation des agrumes originaires du Maroc et de Tunisie (19 novembre). Le Parlement européen, sur la base d'un rapport (doc. 178) fait par M. Bersani (dém.-chr. it.) au nom de la commission des relations avec les pays africains et malgache et présenté par M. Dewulf (dém.-chr. belge), a approuvé deux règlements modifiant des règlements relatifs aux importations des agrumes originaires du Maroc et de la Tunisie. Il s'agit de modifications purement formelles rendues nécessaires par une modification du règlement organisant le marché des fruits et légumes dans la Communauté. M. Cipolla (non inscrit, com. it.) a voté contre les deux règlements pour marquer son opposition à une

politique préjudiciable à certains pays européens et aux pays en voie de développement.

Liberté d'établissement et libre prestation des services

Certaines activités de l'avocat (17 novembre). Le Parlement européen a discuté le rapport (doc. 74), présenté par M. Jozeau-Marigné (lib. fr.) au nom de la commission juridique, sur une proposition de directive concernant les modalités de la réalisation de la libre prestation de services pour certaines activités de l'avocat. Auparavant, le Parlement avait rejeté une demande de renvoi, défendue par M. Dehousse (belge) au nom du groupe socialiste, qui s'appuyait sur le fait qu'au cours des travaux préparatoires du traité C.E.E. il aurait été affirmé que l'article 55 du traité (qui exclut certaines activités du champ d'application de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services) ne concernait pas la profession d'avocat. Il conviendrait donc d'étudier l'exactitude de cette allégation et la portée à reconnaître aux travaux préparatoires, a déclaré M. Dehousse. De son côté, M. Lucius (dém.-chr. lux.), appuyant la demande de renvoi, a souligné les incertitudes subsistant quant à l'interprétation de l'article 55 du traité C.E.E. et a dit sa conviction, compte tenu des informations en sa possession, que la profession d'avocat avait été exclue du champ d'application des articles du traité se rapportant à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services.

Le rapporteur, M. Jozeau-Marigné, s'est prononcé contre la demande de renvoi. Il a souligné la portée modeste de la directive qui ne concerne en rien la liberté d'établissement de l'avocat. En ce qui concerne la base juridique de cette directive, le rapporteur a rappelé que la commission juridique n'avait pas voulu trancher le problème de l'applicabilité de l'article 55 du traité C.E.E. et qu'elle avait basé son texte uniquement sur l'article 3 du traité qui donne une mission d'ordre général à la Commission. M. Jozeau-Marigné a encore souligné que la directive avait surtout pour objet de consacrer, sur le plan du droit communautaire, une situation de fait existant dans le droit national. M. Boertien (dém.-chr. néerl.), président de la commission juridique, a déclaré qu'il ne voyait aucune raison de renvoyer le rapport en commission.

Après avoir repoussé la demande de renvoi, le Parlement a abordé la discussion du rapport. M. Bermani (soc. it.) s'est prononcé en faveur de l'adoption de la directive. M. Romeo (lib. it.) a mis l'accent sur les aspects particuliers de la profession d'avocat. M. Laudrin (U.D.E., fr.) ne comprend pas pourquoi les

avocats de la Communauté ne pourraient pas être bénéficiaires de la liberté d'établissement dans les mêmes conditions que les autres professions. La liberté d'établissement, a répondu M. Jozeau-Marigné, pose le difficile problème de l'égalité des diplômes. M. Haferkamp, vice-président de la Commission européenne, a souligné que le fondement juridique de la directive était, d'une part, l'article 63 du traité C.E.E. et, d'autre part, le programme général pour la réalisation de la libre prestation des services, la référence à l'article 3 étant insuffisante.

Après que M. Boertien (dém.-chr. néerl.) eut déclaré son abstention et M. Dehousse (belge) l'opposition du groupe socialiste, le Parlement rejeta la résolution présentée par la commission juridique. Après ce vote négatif, une discussion s'engagea sur le point de savoir si le Parlement avait ou non, par ce vote, donné un avis. MM. Jozeau-Marigné, rapporteur, Dehousse (soc. belge) et Habib-Deloncle (U.D.E., fr.) ont considéré que le débat était clos et qu'il appartenait à la Commission européenne d'en tirer les conséquences en présentant éventuellement une nouvelle proposition. M. Westerterp (dém.-chr. néerl.) a suggéré un vote sur le texte de la proposition de directive. Cette procédure est impossible à appliquer, a déclaré le président Scelba, car elle n'est pas prévue par le règlement.

Le secteur pharmaceutique (18 novembre). Le Parlement européen a approuvé, dans leur ensemble, plusieurs directives de libéralisation et de coordination relatives à la fabrication des médicaments, le commerce de gros et les intermédiaires, la vente au détail des médicaments et la reconnaissance des diplômes pour les pharmaciens. Une recommandation qui porte sur la situation particulière du Grand-Duché de Luxembourg a également été approuvée. Suivant les observations contenues dans le rapport (doc. 142) présenté par M. Dittrich (dém.-chr. all.) au nom de la commission juridique, et approuvant deux amendements présentés par le rapporteur et M. Lautenschlager (soc. all.), le Parlement a demandé des modifications tendant notamment à prévoir des dispositions spéciales pour la fourniture de médicaments en cas de catastrophes et à organiser une période d'adaptation pour les pharmaciens qui immigreront dans un autre Etat membre. Les autres modifications ont trait à l'exercice des activités de pharmacien, à la répartition géographique des officines, au remplacement d'un pharmacien décédé et aux examens médicaux de laboratoire à effectuer par les pharmaciens. M. Haferkamp, vice-président de la Commission européenne, a examiné les différentes modifications demandées dans le rapport et a souligné l'importance des directives pour la protection de la santé et du point de vue économique.

Rapprochement des législations des Etats membres (19 novembre)

Les pâtes alimentaires. Le Parlement a discuté, une nouvelle fois, cette question (voir P.E. Informations, 1970/2), sur la base d'une nouvelle proposition de directive de la Commission européenne qui fait l'objet du rapport (doc. 156) présenté par Mlle Lulling (soc. lux.) au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique. Mlle Lulling a rappelé qu'il s'agissait de savoir si la dénomination "pâtes alimentaires" devait être réservée aux produits fabriqués à partir de blé tendre et de blé dur ou à ceux fabriqués exclusivement à partir de blé dur. La commission des affaires sociales, après avoir repoussé la formule proposée par la Commission européenne (introduction d'une catégorie de "pâtes alimentaires à potage" pour laquelle l'emploi de blé tendre serait autorisé, seul ou en mélange avec le blé dur), s'est ralliée au texte adopté par la commission de l'agriculture dans son avis présenté par M. Riedel (dém.-chr. all.). Le Parlement, dans une résolution, s'est prononcé en faveur de cette réglementation qui autorise la fabrication de pâtes alimentaires avec du blé dur, ou du blé tendre et du blé dur mélangés, à condition que les matières premières utilisées soient clairement inscrites sur l'emballage. Le Parlement demande que les dispositions relatives au contrôle soient promulguées en même temps que la directive et déplore, une nouvelle fois, la procédure de fonctionnement du comité permanent des denrées alimentaires.

MM. Zaccari, Ricci (dém.-chr. it.) et Cipolla (non inscrit, com. it.) se sont prononcés contre la résolution. La formule proposée va à l'encontre des intérêts des producteurs de blé dur et ne garantit pas une meilleure qualité aux consommateurs. M. Kriedemann (soc. all.) a déclaré qu'il fallait laisser le choix aux consommateurs. M. Mansholt, vice-président de la Commission européenne, s'est déclaré favorable à la réglementation proposée dans la résolution et espère que le Conseil l'approuvera.

Les boissons rafraîchissantes sans alcool. Le Parlement a approuvé, sous réserve de quelques modifications, une proposition de directive (rapport, doc. 159, de M. Ricci (dém.-chr. it.) au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique) qui tend à déterminer la composition des boissons rafraîchissantes sans alcool, les substances qui peuvent y être ajoutées et les règles concernant l'étiquetage et le conditionnement. Le Parlement s'est élevé, une nouvelle fois, contre la procédure des comités dits "de réglementation" proposée par la Commission européenne.

Les agents conservateurs dans les denrées alimentaires. Sur la base du rapport (doc. 160) présenté par M. Califice (dém.-chr. belge) au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, le Parlement a approuvé une proposition de directive qui modifie une directive précédente par l'adjonction de trois nouvelles substances autorisées et la suppression d'une substance. Le Parlement demande à la Commission européenne de n'admettre l'utilisation de substances qu'à la condition que leur innocuité et leur nécessité économique aient été prouvées. Il demande également qu'une directive générale fixe les conditions d'emploi des agents conservateurs. M. Mansholt, vice-président de la Commission européenne, s'est déclaré favorable à la présentation d'une telle directive.

Politique agricole commune

Concours de la section orientation du F.E.O.G.A. pour 1971 (17 novembre). Le Parlement européen a approuvé une proposition de règlement relatif au concours du F.E.O.G.A., section orientation, pour l'année 1971, sur la base d'un rapport (doc. 168) présenté par M. Vredeling (soc. néerl.) au nom de la commission de l'agriculture. Le rapporteur souligne que, pour la septième fois, la Commission européenne demande une prorogation du délai dans lequel doit être prise la décision sur le financement des projets financés par la section orientation du F.E.O.G.A. Le projet de règlement porte aussi sur les conditions dans lesquelles est acquis le concours du Fonds. Les critiques les plus vives, tant de la part du rapporteur que des différents orateurs, ont porté sur la somme mise en réserve, aux termes du règlement, pour financer des mesures à prendre dans le cadre des propositions relatives à la réforme de l'agriculture. Dans sa résolution, le Parlement a approuvé un amendement présenté par Mme Orth (soc. all.) qui souligne que cette somme devrait devenir opérationnelle en 1971 et que c'est la dernière fois que pourra être admise une telle politique en matière de constitution de réserves.

M. Richarts (dém.-chr. all.), Mme Orth (soc. all.) et M. Cointat (U.D.E., fr.) ont approuvé la résolution au nom de leurs groupes politiques non sans critiquer vivement la politique suivie en matière d'amélioration des structures ainsi que la méthode de constitution d'une réserve qui, selon Mme Orth, frise l'illégalité. M. Cointat s'est élevé contre la distinction arbitraire faite entre projets individuels et projets communautaires qui aboutit, en définitive, à ne financer pratiquement aucun projet d'amélioration des structures, la Commission européenne ne finançant pas les projets individuels et n'ayant à financer que peu

de projets communautaires qui, de plus, sont contestables (primes pour l'arrachage des arbres fruitiers et pour abattre des vaches laitières). M. Cipolla (non inscrit, com. it.) a déclaré que les parlementaires communistes voteront contre la proposition de règlement. Il a protesté contre la création de réserves ainsi que contre des mesures (abattage du bétail notamment) qui discréditent la Communauté. Pour réformer l'agriculture européenne, il faut employer d'autres méthodes et d'autres moyens et faire enfin preuve de raison. M. Aigner (dém.-chr. all.), rédacteur de l'avis de la commission des finances et des budgets, s'est élevé contre la constitution de réserves contraire à toute règle budgétaire. M. Gerlach (soc. all.) a qualifié ce fait d'illégal, tandis que M. Cifarelli (soc. it.) s'est abstenu dans le vote car il s'élève contre la politique de malthusianisme communautaire appliquée en agriculture.

M. Mansholt, vice-président de la Commission européenne, a admis que l'opération en cours n'était pas sans risque mais a justifié la position de la Commission en déclarant qu'il valait mieux ne pas dépenser l'argent que le mal dépenser. M. Mansholt a évoqué les réticences et refus du Conseil qui expliquent le peu d'actions communautaires engagées dans le domaine des structures agricoles et a déclaré que, dans les années à venir, on s'efforcera de ne pas demander un chèque en blanc au Parlement.

Acompte complémentaire sur les dépenses de la section garantie F.E.O.G.A. (18 novembre). Sur rapport (doc. 180) présenté par M. Cointat (U.D.E., fr.) au nom de la commission des finances et des budgets, le Parlement a approuvé une proposition de règlement prévoyant un acompte complémentaire sur les dépenses éligibles au F.E.O.G.A., section garantie, au titre de la période de comptabilisation "deuxième semestre 1969". Le Parlement a souligné que de tels retards sont d'autant plus insupportables qu'ils sont le fait, au premier chef, de la Commission et du Conseil. Il demande que les dispositions soient prises pour qu'à l'avenir il soit mis un terme à cette carence.

Organisation commune des marchés des céréales et du riz (19 novembre). Sur la base du rapport (doc. 165) présenté par M. Riedel (dém.-chr. all.) au nom de la commission de l'agriculture, le Parlement a approuvé une proposition de règlement apportant des modifications essentiellement techniques aux règlements organisant les marchés des céréales et du riz.

Organisation commune du marché des matières grasses (19 novembre). Le Parlement a approuvé un règlement modifiant un article du règlement relatif aux certificats d'importation et d'exportation de matières grasses, sur la base d'un

rapport (doc. 176) présenté par M. Dewulf (dém.-chr. belge) au nom de la commission de l'agriculture.

Production et commercialisation des oeufs à couvrir et des poussins de volaille de basse-cour (19 novembre). Sur la base du rapport (doc. 166) présenté par M. Estève (U.D.E., fr.) au nom de la commission de l'agriculture, le Parlement a approuvé un règlement qui contient des dispositions relatives aux statistiques à fournir à la Commission européenne et aux normes de commercialisation des oeufs à couvrir et des poussins. Le Parlement estime que certaines mesures doivent être simplifiées dans leur application et demande que les données fournies à la Commission soient publiées pour permettre aux intéressés d'orienter leurs activités. M. Mansholt, vice-président de la Commission européenne, s'est déclaré disposé à donner une suite favorable aux demandes du Parlement.

Normes communes de qualité applicables aux fruits et légumes (17 novembre). Le Parlement a approuvé une proposition de règlement (rapport, doc. 163, de M. Liogier (U.D.E., fr.) au nom de la commission de l'agriculture) qui modifie la fixation des normes communes de qualité et la liste des produits tombant dans le champ d'application de l'organisation commune du marché des fruits et légumes.

Lutte contre la pollution des eaux fluviales (18 novembre)

Le Parlement a discuté le rapport (doc. 161) présenté par M. Boersma (dém.-chr. néerl.) au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique sur la lutte contre la pollution des eaux fluviales et notamment des eaux du Rhin. Le rapporteur, après avoir examiné la situation actuelle qui est alarmante, a exposé les mesures prises et les projets élaborés jusqu'à présent par les Etats riverains du Rhin et les organisations internationales, a décrit les réactions de l'opinion publique devant l'aggravation de la pollution des eaux fluviales et a examiné les possibilités juridiques d'action des institutions communautaires. Dans son avis rédigé par M. Oele (soc. néerl.), la commission économique a souligné les dommages économiques de la pollution des eaux et les distorsions de concurrence que peuvent entraîner les différences entre les dispositions prises par les Etats membres pour lutter contre la pollution.

M. Oele (néerl.), au nom du groupe socialiste, a insisté sur l'urgence des mesures à prendre pour éviter la pollution. De l'avis du groupe, la Commission

européenne doit avoir des pouvoirs étendus en la matière. Mais il faut aussi veiller à une décentralisation des instances compétentes. La priorité doit être donnée au problème du Rhin. M. Burgbacher (all.), au nom du groupe démocrate-chrétien, a déclaré que le problème de l'environnement était de plus en plus préoccupant et a demandé que l'on évite une distorsion trop grande entre les industries en ce qui concerne le coût de la lutte contre la pollution. M. Gerlach (soc. all.) a évoqué la pollution de l'embouchure de l'Ems. Pour M. Noé (dém.-chr. it.), la pollution de la mer devient aussi très préoccupante.

M. Spinelli, membre de la Commission européenne, a déclaré que la Commission élaborerait bientôt une politique d'ensemble concernant la pollution, lorsque les études en cours seront terminées. Plusieurs articles des traités C.E.E. et C.E.C.A. peuvent servir de base juridique à une action dans ce domaine, a remarqué M. Spinelli. Mais, sur le plan de la pollution, il faut surtout prévoir une harmonisation préventive. La solution n'est pas seulement technique, a conclu M. Spinelli, elle dépend des peuples eux-mêmes. M. Mansholt, vice-président de la Commission européenne, a évoqué les problèmes que pose l'utilisation des herbicides et des pesticides en agriculture ainsi que le drame du monde des oiseaux et leur massacre.

A l'issue du débat, le Parlement a adopté une résolution aux termes de laquelle il demande à la Commission européenne de présenter des propositions afin d'organiser une lutte communautaire contre la pollution. Le Parlement suggère différentes mesures à prendre, notamment: harmonisation de la lutte contre la pollution du Rhin en accord avec l'industrie et les pouvoirs publics; définition de normes de qualité pour l'eau; rapprochement des dispositions législatives des Etats membres; réglementation communautaire sur le transport et le déchargement de substances dangereuses expédiées par voie fluviale; coordination des programmes d'implantation des centrales nucléaires.

Aide aux victimes de catastrophes (17 novembre)

Le Parlement a adopté deux résolutions (doc. 149 et 175) présentées par les quatre groupes politiques demandant aux institutions communautaires d'apporter une aide aux victimes de la catastrophe du Pakistan oriental et des inondations en Ligurie et dans le Sud de la France. M. Malfatti, président de la Commission européenne, a informé le Parlement que la Commission avait étudié immédiatement l'aide concrète à apporter aux victimes. D'ores et déjà, 35.000

tonnes de céréales pourront être envoyées au Pakistan. En ce qui concerne la Ligurie, la Commission est prête à étudier une action qui doit résulter de la volonté du Conseil et du gouvernement italien.

Nouveaux membres

(16 novembre)

Le Parlement européen a validé les mandats des délégués désignés le 14 octobre 1970 par l'Assemblée nationale française :

Groupe U.D.E. :

MM. Borocco, Bousquet, Briot, Cointat, Cousté, Habib-Deloncle, Hunault, Jarrot, Laudrin, Liogier, de la Malène, Offroy, Ribière, Sourdille, Terrenoire, Tomasini, Triboulet.

Groupe des libéraux et apparentés :

MM. Boscary-Monsservin, Bourdelles, de Broglie, Pianta, Rossi.

Groupe socialiste :

MM. Spénale, Vals.

La délégation française n'a subi aucun changement.

Le Parlement européen a validé également les mandats de M. J.B. Broeks (soc.), désigné par la Première Chambre des Etats généraux des Pays-Bas le 14 octobre 1970, en remplacement de M. Burger, démissionnaire, et de M. Razio Fabbrini (non inscrit, com.), désigné par le Sénat italien le 21 octobre, en remplacement de M. Bertoli, décédé.

Pétition

(16 novembre)

Une pétition n° 3/70, présentée par MM. Falcone, Scheuer et Holtz, au nom des organisations syndicales et professionnelles du personnel des Communautés européennes et relative à la concertation entre les organisations représentatives du personnel des institutions européennes et le Conseil au sujet du statut des fonctionnaires et de leurs rémunérations, a été renvoyée à la commission des finances et des budgets.

II. SESSION DE DECEMBRE

Le Parlement européen, réuni à Luxembourg du 2 au 4 décembre, a approuvé le budget des Communautés pour 1971 et a rejeté le budget de recherche et d'investissement de l'Euratom. Il a donné un avis favorable aux propositions de la Commission européenne concernant la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire, le troisième programme de politique économique à moyen terme et le concours financier à moyen terme. Le Parlement a rendu aussi plusieurs avis relatifs à la gestion de la politique agricole commune et aux transports, et s'est prononcé pour la concertation entre les représentants du personnel et le Conseil.

Budget des Communautés pour 1971

Les 3 et 4 décembre, le Parlement a procédé à une discussion commune du rapport (doc. 198) de M. Gerlach (soc. all.) et du rapport (doc. 196) de M. Pintus (dém.-chr. it.), présentés au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget des Communautés pour 1971 et sur le projet de budget de recherche et d'investissement de l'Euratom pour 1971. Ces projets de budget ont été présentés par le Conseil au Parlement au cours de la session de novembre (voir 1ère partie).

Avant de passer à la présentation des rapports, le Parlement a rejeté une demande de renvoi en commission du rapport sur le budget concernant l'Euratom. Cette motion, déposée par MM. Biaggi (it.), Baas (néerl.) et Cantalupo (it.) au nom du groupe des libéraux et apparentés, a été présentée par M. Biaggi qui l'a justifiée par le fait que la Commission européenne avait rendu publics ses plans de réforme du Centre commun de recherche. Les auteurs de la motion ont demandé la reconduction, pour 4 mois, du budget actuel pour permettre le fonctionnement de l'Euratom en attendant des décisions sur la restructuration du C.C.R. M. Pintus s'est opposé au renvoi, ainsi que M. Spénale,

président de la commission des finances et des budgets, car on ne peut pas tenir compte de documents qui n'ont pas été officiellement transmis au Parlement, et, de plus, il est bon de mettre les institutions communautaires en face de leurs responsabilités.

M. Gerlach (soc. all.), en présentant son rapport, a constaté avec satisfaction qu'un dialogue fructueux s'était établi avec le Conseil au cours de la préparation du budget des Communautés. Le rapport expose les principales préoccupations de la commission parlementaire qui concernent:

- le financement de la politique agricole commune à propos duquel des propositions de modifications sont faites;
- la politique sociale;
- les rapports entre la réalisation des politiques communautaires et l'adaptation de l'organigramme de la Commission;
- les éléments fondamentaux de la politique du personnel;
- l'analyse des dépenses administratives des différentes institutions.

M. Pintus a indiqué que la commission des finances avait refusé d'approuver le projet de budget de recherche et d'investissement pour 1971, compte tenu de la situation actuelle de la recherche dans la Communauté. Le budget 1971 est le même que celui de 1969, du fait du manque de volonté politique du Conseil et de l'immobilisme actuel.

M. Möller, ministre des finances de la R.F.A. et président en exercice du Conseil, a rappelé qu'aux termes de la décision du 22 avril 1970 sur les ressources propres des contacts réguliers ont été établis entre le Parlement et le Conseil. Dans l'élaboration du budget 1971, le Conseil a tenu compte des grands problèmes auxquels la Communauté est confrontée:

- l'union économique et monétaire;
- la politique industrielle et agricole;
- l'intensification de la politique régionale et sociale;
- la poursuite des négociations sur l'adhésion de nouveaux Etats.

En ce qui concerne l'Euratom, le président du Conseil a souhaité que la volonté politique manifestée à La Haye conduise à des décisions concrètes pour la restructuration du C.C.R. et s'est déclaré convaincu que l'on aboutira à des solutions pour une utilisation efficace du C.C.R. M. Möller a constaté que les liens économiques entre les Six sont de plus en plus étroits et que les secteurs soumis à une discipline communautaire sont de plus en plus nombreux et a insisté sur la nécessité de faire participer les populations à l'oeuvre en cours. Le Conseil est convaincu que la Commission européenne pourra réaliser son travail

avec les moyens qui lui sont fournis par le budget et a précisé que les fonds de réserve du F.E.O.G.A. serviront pour la réforme de l'agriculture. A titre personnel, M. Möller a souligné que l'autonomie financière de la Communauté renforcera sa position et constituera un pas décisif vers l'Europe unie. Enfin, M. Möller a réaffirmé que le gouvernement allemand soutenait la nouvelle politique financière de la Communauté.

Au nom du groupe démocrate-chrétien, M. Artzinger (all.) a demandé un budget de clarté et de vérité dans l'intérêt des citoyens des Etats membres, et, pour faciliter le contrôle du Parlement, a invité le Conseil à agir davantage dans le domaine social. Pour M. Artzinger, les problèmes que posent les demandes en personnel résulteraient d'une concurrence entre les bureaucraties nationales et européenne. Après avoir constaté l'amélioration des procédures budgétaires, M. Artzinger a souhaité la présentation d'un plan financier à moyen terme, la communication plus rapide du rapport de la commission de contrôle et une indication, par le Conseil, des orientations pour les années à venir.

M. Spénale (fr.), au nom du groupe socialiste, a insisté pour que le Parlement participe aux discussions sur le statut des fonctionnaires et leurs rémunérations et s'est prononcé contre l'emploi dans les Communautés d'un personnel national détaché. L'attitude du Conseil vis-à-vis des demandes de modification du budget permettra de voir si une véritable coopération est possible. M. Flämig (all.), au nom du groupe socialiste, s'est prononcé pour le rejet du budget de recherche de l'Euratom et a constaté que le Conseil n'avait rien fait depuis deux ans. L'Euratom dépérit alors que l'on consacre des milliards pour l'agriculture. Une telle situation est inacceptable et risque de provoquer l'effondrement de toute une partie de l'intégration européenne.

M. Borocco (fr.), au nom du groupe de l'U.D.E., a souligné que, pour la première fois, le Parlement jouissait d'une certaine autonomie en matière budgétaire et que le dialogue Conseil-Parlement avait créé un climat nouveau. Le budget de recherche est décevant, a poursuivi M. Borocco. Il perpétue l'immobilisme et fait régner une grande incertitude sur l'avenir de la recherche communautaire.

M. Léonardi (non inscrit, com. it.) s'est prononcé pour le rejet du budget de recherche et d'investissement de l'Euratom qui couvre une liquidation et démontre l'impossibilité, pour la Communauté, de faire un choix. La Communauté soutient des intérêts privés et son autoritarisme l'empêche de discuter avec les chercheurs sur les programmes de recherche. La restructuration du C.C.R. doit suivre et non précéder la définition de programmes.

M. Coppé, membre de la Commission européenne, a promis, pour le prochain budget, un exposé pour chaque dépense qui permettra de voir l'ensemble politique dans lequel elle s'insère. Après avoir précisé que le budget pour 1971 était de 3,9 milliards d'unités de compte, en augmentation de 6 0/0 sur le budget de 1970, M. Coppé a donné des explications sur quelques chapitres. A propos de l'Euratom, M. Coppé a souligné qu'un autre budget était impossible à présenter en l'absence d'un programme de recherche et a rappelé que l'ensemble de la politique de recherche était en cours de réexamen.

M. Möller, président en exercice du Conseil, répondant aux différents orateurs, a déclaré que le Conseil était convaincu de la nécessité d'une collaboration entre les institutions pour la préparation et l'approbation du budget. Cette collaboration sera accrue lors de l'entrée en vigueur du régime des ressources propres. En ce qui concerne le F.E.O.G.A., toutes les dispositions seront prises pour garantir un contrôle efficace. La Commission est à même de poursuivre ses tâches agricoles, a souligné M. Möller, qui a rappelé que le Conseil était conscient de l'importance du dialogue avec le personnel. C'est pourquoi, il a adopté une procédure dans ce sens. D'autre part, le Conseil devra trouver une formule satisfaisante pour faire participer le Parlement aux discussions sur le statut et les rémunérations. Enfin, M. Möller a constaté que seul le Parlement européen est capable de combler les lacunes résultant des abandons de souveraineté des parlements nationaux en matière budgétaire afin que la démocratie parlementaire soit préservée au niveau communautaire.

M. von Dohnanyi, secrétaire d'Etat parlementaire au ministère de l'instruction et des sciences de la R.F.A., a rappelé que le Conseil ne pouvant pas mettre au point un programme pluriannuel n'a pu qu'approuver le budget actuel de recherche et d'investissement de l'Euratom. La délégation allemande est d'accord avec les propositions de restructuration proposées par la Commission européenne. L'Euratom, actuellement, n'est pas doté d'une structure lui permettant de développer la recherche sur le plan européen. M. von Dohnanyi a précisé qu'il n'était pas nécessaire qu'obligatoirement tous les Etats participent à chaque programme. La participation de quelques Etats seulement à certains programmes communs a aussi un effet d'intégration.

M. Leemans (dém.-chr. belge), président de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, a souligné que l'expérience ne donnait pas confiance dans l'avenir de l'Euratom. Le Parlement est appelé à se prononcer sur un budget et non sur des espoirs. M. Dehousse (soc. belge) a demandé à ses collègues d'intervenir dans leurs parlements pour que le traité sur les ressources propres soit ratifié et puisse entrer en vigueur le 1er janvier 1971.

Le Parlement européen a adopté deux propositions de modifications au budget des Communautés qui ont pour but d'assurer un meilleur contrôle des actions du F.E.O.G.A. Dans une résolution le Parlement se félicite de la bonne collaboration instaurée avec le Conseil et lui demande de préciser, à l'occasion du débat budgétaire, les lignes générales et les priorités de la politique communautaire. Il demande un meilleur équilibre entre la politique des structures et la politique de soutien des prix et regrette que l'écart entre les inscriptions budgétaires et les dépenses du F.E.O.G.A. fausse l'appréciation du coût de la politique agricole commune. Le Parlement :

- insiste pour que les moyens financiers indispensables soient donnés au Fonds social rénové
- invite le Conseil à accepter les demandes de nouveaux emplois de la Commission et celle-ci à rationaliser des services
- réaffirme son droit de participer à l'élaboration du statut des fonctionnaires et à la révision annuelle des rémunérations
- estime que le personnel doit participer aux décisions qui le concernent.

Après avoir accepté un amendement présenté par MM. Pintus et Spénale, le Parlement a approuvé une résolution sur le budget de recherche et d'investissement qu'il ne peut approuver. Ce budget ne répond pas aux exigences d'une véritable politique européenne de la recherche et risque de prolonger l'immobilisme actuel. Le Parlement prend acte des nouvelles propositions de la Commission européenne sur la restructuration du Centre commun de recherche et invite la Commission et le Conseil à faire face à leurs responsabilités et à présenter, à bref délai, un programme pluriannuel inspiré de critères communautaires pour la recherche et la restructuration du Centre.

A la suite de cette longue discussion sur le budget, M. Scelba (dém.-chr. it.), président du Parlement européen, a souligné le rôle toujours plus important du Parlement et a affirmé que les peuples européens pouvaient avoir confiance dans les institutions européennes et dans le développement démocratique de la Communauté.

Budget supplémentaire n° 3 pour 1970 (3 décembre). Sur la base d'un rapport (doc. 207) présenté par M. Aigner (dém.-chr. all.) au nom de la commission des finances et des budgets, le Parlement a approuvé un budget supplémentaire dont le montant est destiné à l'aide urgente en faveur des populations du Pakistan oriental. M. Dulin (lib. fr.) a demandé que l'on envoie aussi dans cette région de la poudre de lait.

Union économique et monétaire

Le 3 décembre, le Parlement a discuté le rapport complémentaire (doc. 187) fait par M. Bousch (U.D.E., fr.), au nom de la commission économique, sur la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire.

M. Offroy (U.D.E., fr.) qui a présenté le rapport en l'absence de M. Bousch, malade, a rappelé que le rapport intérimaire discuté au cours de la session de novembre avait été renvoyé en commission afin de permettre un examen approfondi du rapport Werner et des propositions de la Commission (voir 1^{ère} partie). La commission économique a complété sa première proposition de résolution en ajoutant une deuxième partie dans laquelle un avis est exprimé sur les propositions de la Commission européenne. M. Offroy a insisté pour que l'on ne rallume pas de vieilles querelles doctrinaires et a constaté qu'aucun parlement national n'était prêt actuellement à transférer, à un pouvoir extérieur, ses compétences budgétaires. La résolution proposée est le résultat d'un compromis et doit être adoptée sans arrière pensée.

M. Aigner (dém.-chr. all.) a présenté l'avis de la commission des finances et des budgets: les mesures tendant au renforcement de l'intégration monétaire devront être fondées sur une évolution convergente des économies des Etats membres; un transfert de pouvoirs du plan national au plan communautaire est indispensable et doit garantir un contrôle démocratique par un renforcement des pouvoirs du Parlement européen; celui-ci doit être consulté sur toutes les décisions fondamentales ou périodiques; les frontières fiscales doivent être abaissées à l'intérieur de la Communauté.

Dans son avis, présenté par M. Giraudo (dém.-chr. it.), la commission politique estime que les modifications du traité nécessaires pour atteindre les objectifs du plan Werner devront plutôt consister en des améliorations et des compléments et est convaincue que la volonté des Etats membres de réaliser les objectifs du plan Werner se révélera, dès la première étape, dans la mesure où les institutions communautaires seront mises à même d'intensifier la coordination des politiques économiques et monétaires. La commission a pris position contre la création d'un centre de décision en dehors du cadre institutionnel des Communautés et a souligné que la réalisation du plan Werner rend nécessaire l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct.

MM. Boersma (dém.-chr. néerl.), Cantalupo (lib. it.) et Lange (soc. all.) ont approuvé la proposition de résolution au nom de leurs groupes politiques.

M. Boersma a déclaré que son groupe se rangeait derrière les lignes de force du rapport Werner et qu'il n'y avait pas de contradiction entre ce rapport et les propositions de la Commission européenne. Le groupe estime qu'un centre de décision nouveau n'est pas nécessaire et que, dès la première étape, un choix fondamental sera fait pour ou contre l'union économique et monétaire. Le groupe se prononce pour une Europe de stabilité et de mouvement et pense que le développement de l'union économique et monétaire amènera une évolution vers une union politique qui nécessitera des transferts de pouvoirs et donnera au Parlement européen le rôle d'instrument de contrôle démocratique.

M. Cantalupo estime que les dispositions actuelles des traités permettront de progresser vers l'union économique et monétaire. Mais l'organisation définitive demande une révision des traités qui doit être préparée dès la première étape. Le groupe libéral accepte une réduction des marges de fluctuation des taux de change, souligne l'importance de la politique sociale et demande une évolution convergente des politiques économiques nationales. Pour le groupe, il n'est pas nécessaire d'affronter immédiatement les problèmes institutionnels.

M. Lange a souligné que le groupe socialiste estimait que l'union économique et monétaire correspond à l'esprit du traité, lequel permet le départ vers cette union. Quant aux principes, il n'y a pas de contradiction entre les propositions de la Commission européenne et le rapport Werner. Enfin, le groupe invite la Commission et le Conseil à considérer le Parlement comme l'organe de contrôle de l'union économique et monétaire.

Au nom du groupe de l'U.D.E., M. Cousté (fr.) a souhaité que l'union économique et monétaire prenne un vrai départ par l'adoption des propositions de la Commission européenne. Le groupe estime que, pour la première étape, des modifications au traité ne sont pas nécessaires. M. Cousté a rappelé la position du gouvernement français qui est hostile à la création d'institutions supranationales et au transfert de compétences nationales. Le groupe a déposé plusieurs amendements à la résolution dans un esprit positif et afin de préciser l'efficacité et le pragmatisme dont il faudra faire preuve en s'engageant dans la voie de l'union économique et monétaire. Il a conclu en affirmant que l'Europe se fera seulement avec le consentement des peuples et avec le consentement du Parlement européen dans son ensemble. M. Bousquet (U.D.E., fr.) a plaidé pour une recherche de la modération, a souligné que, pour la première étape, il fallait s'en tenir à la coopération et la coordination et a insisté sur l'importance de la politique sociale.

M. Leonardi (non inscrit, com. it.) a déclaré que l'union économique et monétaire était la seule solution pour résoudre les contradictions internes de la Communauté et pour arriver à une politique autonome vis-à-vis du dollar. Toutefois les communistes italiens n'approuvent pas les méthodes employées pour parvenir à cette union qui ne se fera qu'au profit des intérêts établis, va à l'encontre de la justice sociale et ne prévoit aucun véritable contrôle démocratique. Le traité doit être profondément modifié pour que la Communauté perde son caractère autoritaire et antidémocratique et pour assurer une participation populaire.

M. Barre, vice-président de la Commission européenne, a déclaré que l'union économique et monétaire devra se développer dans le cadre des institutions communautaires existantes et que des progrès seront nécessaires dans le domaine de la coordination des politiques budgétaires et de l'harmonisation fiscale. Il s'est élevé contre le jeu qui consiste à opposer tel document à tel autre document ou telle personne à telle autre. Cela n'est pas digne de la grande tâche qui nous attend, a souligné M. Barre qui a réaffirmé la volonté de la Commission d'agir avec ténacité pour réaliser l'union économique et monétaire. Les objectifs à atteindre sont: la croissance, le plein emploi et la stabilité. M. Barre a terminé en mettant l'accent sur la justice sociale et en précisant que des contacts permanents sont établis avec les partenaires sociaux.

Le Parlement est passé à l'examen des amendements présentés par le groupe U.D.E. qui portaient notamment sur les paragraphes de la résolution traitant de modifications du traité et de transfert de pouvoirs. Après une longue discussion, deux amendements purement formels ont été approuvés, les autres amendements de nature politique ont été rejetés. M. Cousté a annoncé, qu'en conséquence le groupe U.D.E. s'abstiendra dans le vote sur la résolution bien qu'il soit favorable à l'union économique et monétaire.

Dans la résolution adoptée à l'issue du débat, le Parlement exprime l'avis que l'achèvement de l'union économique et la création d'une union monétaire constituent l'aboutissement logique et nécessaire des réalisations actuelles et vont dans le sens du renforcement souhaité par le sommet de La Haye. Le Parlement est d'avis que les dispositions du traité de Rome permettent à la Communauté de progresser sur la voie de l'harmonisation de la politique économique et monétaire, mais que la réalisation de l'union implique que le

traité soit complété. Des études devront être entreprises à cette fin avant la fin de la première étape. Le Parlement:

- considère que l'intégration monétaire devra être fondée sur une évolution convergente des économies des Etats membres et surtout sur une politique budgétaire harmonisée
- souhaite une réduction des marges de fluctuation des cours de change entre les monnaies des Etats membres
- souligne que les mesures d'harmonisation et de centralisation de la politique économique et monétaire devront être accompagnées d'une politique sociale, régionale et structurelle d'envergure
- insiste sur les consultations régulières avec les partenaires sociaux
- estime nécessaire d'indiquer, en cas de décisions influant sur les compétences des parlements nationaux, la répartition entre les institutions nationales et communautaires des responsabilités de la politique économique et monétaire
- demande que soit garanti un contrôle démocratique au niveau communautaire par un accroissement des pouvoirs du Parlement européen des pouvoirs du Parlement européen
- souhaite l'harmonisation fiscale et la libre circulation des capitaux
- demande que les candidats à l'adhésion soient informés, qu'il soit tenu compte de leurs intérêts et des problèmes posés par la fonction de monnaie de réserve de la livre sterling.

Dans la deuxième partie de la résolution, la Parlement se déclare d'accord avec les propositions de la Commission européenne et demande à être consulté sur toutes les décisions fondamentales ou périodiques concernant l'évolution de l'union économique et monétaire. Le Parlement souligne la nécessité de mener à bien, au cours de la première étape, les différentes actions proposées par la Commission européenne dans son projet de résolution, demande que le comité des gouverneurs des banques centrales établisse un rapport annuel à communiquer au Parlement et attend de la Commission qu'elle présente, en temps utile, des propositions permettant de faire des progrès plus importants vers l'union économique et monétaire dans un cadre institutionnel équilibré.

Politique économique à moyen terme

Le Parlement européen a donné un avis favorable au troisième programme de politique économique à moyen terme, au cours de sa séance du 3 décembre, sur la base d'un rapport (doc. 189) présenté par M. Lange (soc. all.), président de la commission économique.

Le troisième programme porte sur les années 1971–1975 et pose le problème de la compatibilité des évolutions économiques des Etats membres, analyse les conditions premières de cette compatibilité et définit les politiques susceptibles de l'assurer. Il indique que le développement équilibré de la Communauté devra se poursuivre à un rythme de croissance de 5 0/o par an. Les orientations globales des politiques économiques présentées dans le programme sont définies à partir des indicateurs économiques suivants: la croissance économique, le degré de réalisation du plein emploi, l'évolution du niveau général des prix et la réalisation de l'équilibre des échanges extérieurs. De l'application du programme à moyen terme dépend la réalisation de l'union économique et monétaire dont il est un des éléments fondamentaux.

Le Parlement européen a approuvé les objectifs fixés dans le troisième programme à la réalisation desquels doivent contribuer les politiques communes de l'énergie, des transports et de la recherche. Il souligne l'interdépendance entre les évolutions économiques et sociales et évoque les questions suivantes:

- renforcement du dialogue avec les partenaires sociaux;
- donner à la Commission des instruments de politique économique qui lui permettent de mener des actions dans les différents domaines intéressant la politique économique de la Communauté;
- le troisième programme constitue une base concrète pour la poursuite de l'intégration économique de la Communauté;
- cohésion entre les orientations du développement économique des Etats membres et de la Communauté;
- coordination de la lutte contre la pollution de l'environnement;
- manque d'équilibre entre les objectifs et les mesures qui doivent en permettre la réalisation;
- assurer dans la Communauté le contrôle démocratique nécessaire par le Parlement européen.

MM. Merchiers (lib. belge), Boersma (dém.-chr. néerl.), Cifarelli (soc. it.) et Laudrin (U.D.E., fr.), au nom de leur groupe politique, ont approuvé la résolution présentée par la commission économique. M. Merchiers a demandé qu'à l'avenir le programme communautaire soit plus qu'un assemblage des plans de chaque Etat membre et qu'une place plus grande soit faite aux actions structurelles et régionales. Il a insisté sur la nécessité et l'utilité de la concertation avec les partenaires sociaux. Pour M. Boersma, la question la plus importante est la lutte contre l'inflation qui est impossible sur une base nationale. Il faut éviter les à-coups dans la Communauté, provoqués non seulement par les crises monétaires, mais aussi par les crises politiques. Après

avoir évoqué le problème de l'environnement, de la politique des revenus et les aspects sociaux, M. Boersma a constaté que l'on était au seuil d'une bonne et saine planification économique dans la Communauté. M. Cifarelli a souligné l'interdépendance croissante des économies des Etats membres et a estimé que les investissements des entreprises n'étaient pas assez orientés vers un grand marché communautaire. Il a mis l'accent sur les disparités régionales pour demander que l'on évite de nouveaux déséquilibres et a souligné l'importance de la politique de l'emploi et de la politique des revenus. M. Laudrin qui a surtout traité de l'aspect social, a relevé une certaine timidité dans ce domaine dans le troisième programme et a demandé un programme social décennal. Le fait que la Communauté constituera le bloc économique le plus puissant dans quelques années lui impose un double devoir: veiller à la juste répartition du revenu global et remplir ses devoirs vis-à-vis des pays en voie de développement. La finalité de la Communauté, a conclu M. Laudrin, est de réaliser une véritable société humaine.

Pour M. Leonardi (non inscrit, com. it.) le programme de politique économique à moyen terme, en parlant de stabilité, ne tend qu'à défendre des positions établies. Pour mettre en oeuvre une politique économique globale, il faut des institutions qui n'existent pas et qui ne peuvent pas être créées dans le cadre des traités actuels. Les communistes italiens voteront contre le troisième programme. M. Bersani (dém.-chr. it.) a émis un jugement d'ensemble positif mais a fait des réserves notamment en ce qui concerne la politique régionale et la politique à l'égard du tiers monde. M. Dulin (lib. fr.) a insisté sur l'importance de l'agriculture dans la Communauté et a estimé qu'elle n'avait pas été particulièrement favorisée jusqu'à présent.

M. Barre, vice-président de la Commission européenne, a souligné que le Conseil avait accepté, dans le troisième programme, des prévisions chiffrées et des orientations structurelles précises. Les lacunes relevées dans ce programme sont volontaires, car la Commission a voulu concentrer l'attention sur quelques points fondamentaux et a eu pour but de rendre le troisième programme opérationnel. Certaines lacunes sont dues au manque de moyens d'information comparables. Quant aux timidités, elles résultent de la confrontation des politiques économiques des six Etats membres. Toutefois, on peut constater des progrès dans le domaine de la convergence des opinions des Etats. M. Barre a ensuite évoqué les éléments fondamentaux du troisième programme de politique économique à moyen terme. Ce programme met l'accent sur le développement équilibré et la stabilité. L'objectif est le maintien d'un taux moyen d'inflation de 3 0/0 qui est réalisable si les politiques économiques des Etats membres convergent vers cet

objectif. Au cours des prochaines années, il s'agira de mettre en oeuvre non seulement une politique économique coordonnée et des actions structurelles, sociales et régionales, mais aussi de parvenir à une évolution plus coordonnée des revenus et une concertation avec des partenaires sociaux au niveau de la Communauté.

Concours financier à moyen terme

Le Parlement européen a donné, le 3 décembre, un avis favorable à une décision portant mise en place d'un mécanisme de concours financier à moyen terme. Ce mécanisme est prévu pour 5 ans et renouvelable automatiquement. Une clé de répartition fixe un plafond pour les engagements individuels des Etats membres dont le total se monte à deux milliards d'unités de compte. Les décisions pour l'octroi du concours financier et ses conditions sont prises par le Conseil, ce qui lui donne un caractère communautaire à la différence du mécanisme de coopération monétaire à court terme, déjà mis en place en janvier 1970 par un accord entre les banques centrales des Etats membres.

Le Parlement européen a approuvé la résolution présentée par M. Lange (soc. all.) dans le rapport (doc. 213) de la commission économique. Le Parlement approuve cette décision à condition que le Conseil établisse un lien indissoluble entre le mécanisme de concours financier et les instruments de politique économique existants ou à créer en vue de la réalisation de la politique économique à moyen terme et de l'union économique et monétaire. Le Parlement a souligné la valeur et l'intérêt de cette décision et a souligné qu'elle doit s'inscrire, sans donner lieu à perturbation dans le cadre de la coopération monétaire au sein des organisations financières internationales et notamment du F.M.I. Le Parlement a estimé indispensable que les pays candidats à l'adhésion soient informés de cette décision.

M. van Amelsvoort (dém.-chr. néerl.), rédacteur pour avis de la commission des finances et des budgets, a demandé que le Parlement soit informé des décisions d'octroi du concours financier et a suggéré que les crédits soient accordés par tranches, dans le but de s'assurer de la coordination de la politique de l'Etat membre en cause avec la politique des autres Etats membres.

Au nom du groupe démocrate-chrétien, M. Boersma (néerl.) a posé le problème du contrôle parlementaire de ce mécanisme et a demandé une collaboration étroite avec le F.M.I. Le concours financier ne doit pas être un préalable à

l'union économique et monétaire. M. Wolfram (all.), au nom du groupe socialiste, a souligné que le concours financier était une partie essentielle de la politique économique des Etats membres et a approuvé le mécanisme proposé par la Commission européenne. Il n'a pas exclu la possibilité du concours des organismes internationaux et a insisté sur l'importance du concours financier en tant que facteur d'intégration.

M. Barre, vice-président de la Commission européenne, a mis l'accent sur la liaison étroite existant entre le mécanisme du concours financier et l'union économique et monétaire, la coordination des politiques économiques et les organisations internationales. Le concours financier s'inscrit dans le processus d'ensemble de l'union économique et monétaire. Il ne peut jouer que dans le cadre de la coordination des politiques économiques. La Commission a toujours préconisé le maintien de rapports étroits avec les organisations internationales.

Politique agricole commune

Primes à l'élimination des vaches et à la non-commercialisation du lait (2 décembre). Le Parlement a discuté, une nouvelle fois, de l'institution d'un régime de primes sur la base d'une proposition de règlement qui a fait l'objet d'un rapport (doc. 194) présenté par M. Kollwelter (dém.-chr. lux.) au nom de la commission de l'agriculture. La commission s'est prononcée contre l'institution de primes d'élimination des vaches mais pour les primes à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers.

Au nom du groupe de l'U.D.E., M. Briot (fr.) a approuvé ce point de vue et a souligné que les subventions accordées à la poudre de lait étaient une des causes des excédents. M. Liogier (U.D.E., fr.) par contre s'est prononcé pour les primes à l'abattage des vaches qui sont à l'avantage des plus petits producteurs de lait. M. Spénale (soc. fr.), président de la commission des finances et des budgets, a présenté l'avis de sa commission, rédigé par M. Cointat (U.D.E., fr.). Il rejoint le point de vue de la commission de l'agriculture et demande notamment que les engagements pris par les bénéficiaires de l'ancien règlement puissent être levés après cinq ans (un amendement dans ce sens, présenté par M. Spénale, a été adopté) et que les primes soient payées en deux fractions annuelles. M. Kriedemann (soc. all.) a déclaré ne pas pouvoir accepter ce système de primes. M. Dewulf (belge), au nom du groupe démocrate-chrétien, s'est prononcé pour les primes à la non-commercialisation du lait, sans enthousiasme, car il s'agit de mesures à efficacité limitée et marginale. M. Cifarelli (soc. it.) a voté contre un

règlement qui tend à détruire des biens de consommation. M. Richarts (dém.-chr. all.) a approuvé le point de vue de la commission de l'agriculture et M. Vetrone (dém.-chr. it.) s'est abstenu car il n'est pas favorable à la suppression des primes à l'élimination des vaches.

M. Mansholt, vice-président de la Commission européenne, a déclaré qu'il considérait ces mesures comme un palliatif, dans l'attente de mesures plus vastes pour améliorer les structures de la production et les ajuster à la demande. Si le Parlement vote pour la suppression des primes à l'élimination des vaches, la Commission fera des propositions, dans le même sens, au Conseil, car elle a maintenu ce système sans enthousiasme et surtout compte tenu de la proposition concernant les primes à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers. A une question de M. Laudrin (U.D.E., fr.), M. Mansholt a répondu que tout souci n'était pas écarté quant au déséquilibre entre production et consommation pour les produits laitiers dans l'ensemble de la Communauté.

Le Parlement a suivi la commission de l'agriculture et a demandé la suppression des primes à l'élimination des vaches, mais a approuvé le régime des primes à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers. Il a adopté un amendement de M. Liogier (U.D.E., fr.) qui demande l'abaissement de 10 à 5 vaches du nombre minimum de vaches laitières pour pouvoir toucher la prime de non-commercialisation du lait. Cette mesure, a souligné M. Mansholt, augmentera d'environ 15 millions de dollars l'estimation financière globale du système des primes.

Assainissement de la production fruitière de la Communauté (2 décembre). Le Parlement a approuvé un règlement définissant certaines mesures en vue de l'assainissement de la production fruitière de la Communauté (rapport doc. 195, présenté par M. Liogier (U.D.E., fr.), au nom de la commission de l'agriculture). Le Parlement considère qu'il s'agit d'une mesure qui n'apporte pas, à elle seule, une solution au problème de l'équilibre des marchés dans le secteur des fruits et légumes, mais qui peut faciliter la solution de certains cas.

La commission des finances et des budgets, dans son avis présenté par M. Wohlfart (soc. lux.), a fait des réserves sur l'efficacité du régime d'assainissement, sur le coût et sur le contrôle de l'opération. M. Richarts (all.), au nom du groupe démocrate-chrétien, a approuvé le règlement et a demandé un contrôle très strict afin d'éviter les abus. M. Dewulf (dém.-chr. belge) a estimé qu'il s'agissait d'une mesure de fortune qui ne permettra pas un assainissement profond du marché. M. Cifarelli (soc. it.) a déclaré que l'on cherchait à créer une Europe égoïste et immobile en instituant un système illogique et malthusien.

M. Mansholt, vice-président de la Commission, a souligné qu'il s'agissait de mesures qu'il fallait encadrer par d'autres mesures plus importantes et que le but était d'adapter, autant que possible, l'offre à la demande. M. Mansholt ne s'est pas déclaré optimiste sur l'évolution du marché et a évoqué la possibilité de prendre d'autres mesures plus contraignantes.

Financement de la politique agricole commune – Contrôle (2 décembre). Le Parlement a discuté un rapport (doc. 197), présenté par M. Aigner (dém.-chr. all.) au nom de la commission des finances et des budgets, sur un règlement concernant les irrégularités, la récupération des sommes indûment versées dans le cadre du financement de la politique agricole commune et l'organisation d'un système d'information. La proposition de règlement établit les règles d'application de l'article 8 du règlement adopté par le Conseil le 21 avril 1970 et relatif au financement de la politique agricole commune. Les dispositions portent sur la communication à la Commission européenne des mesures prises par les Etats membres, le système d'information sur l'état des procédures administratives et judiciaires, la responsabilité des conséquences financières résultant d'irrégularités ou de négligences.

Le Parlement a approuvé la proposition de règlement en y apportant quelques modifications qui marquent son caractère communautaire. Il est d'avis que ce règlement doit être complété par des règles d'application relatives aux actions directes de contrôle par la Commission et qu'il doit permettre à cette dernière de prendre une part active aux décisions concernant les enquêtes et l'engagement des procédures en cas d'irrégularités.

M. Richarts (all.) a déclaré que le groupe démocrate-chrétien était favorable à un tel règlement. M. Mansholt, vice-président de la Commission européenne, a insisté sur la nécessité de donner à la Commission une position forte qui la mette en mesure d'exercer un contrôle efficace.

Conditions du concours du F.E.O.G.A. (4 décembre). Pour la douzième fois, a remarqué M. Vredeling (soc. néerl.), dans son rapport (doc. 210) fait au nom de la commission de l'agriculture, la Commission européenne demande une prorogation de la date limite à laquelle elle doit prendre une décision sur les demandes de concours du F.E.O.G.A., section orientation. Le Parlement a approuvé néanmoins la proposition de prorogation, tout en la réduisant à 18 mois (au lieu de 21), et en rappelant que de telles propositions de prorogation ne seront plus approuvées en 1971.

Au cours du débat, M. Cifarelli (soc. it.) a critiqué l'action de la section orientation du F.E.O.G.A. M. Richarts (dém.-chr. all.) a remarqué que 85 0/0 des crédits étaient allés à un seul pays. M. Coppé, membre de la Commission européenne, a souligné que les retards étaient dûs principalement au manque de personnel. Il a fait état de l'augmentation des actions individuelles financées par le F.E.O.G.A. et a précisé que les réserves du F.E.O.G.A. n'étaient pas secrètes.

Prix d'orientation du vin (2 décembre). Sur la base d'un rapport (doc. 193) fait par M. Vals (soc. fr.) au nom de la commission de l'agriculture et présenté par M. Dröscher (soc. all.), le Parlement a approuvé un règlement qui fixe le prix d'orientation du vin pour la période décembre 1970 – décembre 1971. Le rapporteur a précisé qu'il s'agissait d'une reconduction des prix fixés pour la période juin-décembre 1970 et a demandé à la Commission européenne où en était l'élaboration du bilan prévisionnel de la récolte. Il a aussi rappelé la demande du Parlement tendant à étendre le régime des subventions aux vins titrant entre 90° et 905 et entre 120° et 1209.

M. Liogier (fr.), au nom du groupe de l'U.D.E., a également demandé que l'on applique aux vins de 90° à 905 les règles valables pour les vins classés en catégorie R 1. M. Richarts (all.), au nom du groupe démocrate-chrétien, a réclamé des possibilités d'intervention pour certains V.Q.P.R.D.

M. Mansholt, vice-président de la Commission européenne, a informé le Parlement que le bilan prévisionnel serait disponible fin décembre et a précisé que le comité de gestion avait refusé les interventions pour les vins de 90° à 905 et de 120° à 1209. La Commission n'a donc pas donné suite à cette proposition.

Commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne (2 décembre). Le Parlement a approuvé une directive modifiant la directive concernant ces matériels, sur la base d'un rapport (doc. 191) fait par M. Vals (soc. fr.) au nom de la commission de l'agriculture et présenté par M. Dröscher (soc. all.).

Organisation du marché viti-vinicole (4 décembre). Le Parlement a approuvé un règlement tendant à l'adaptation du tarif douanier commun pour les dilutions alcooliques, les vins mousseux, les lies de vin et le marc de raisin (rapport, doc. 209, de M. Dröscher, soc. all., au nom de la commission de l'agriculture).

Régime d'échange applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles (2 décembre). Sur la base d'un rapport (doc. 190) fait par M. Dulin (lib. fr.), au nom de la commission de l'agriculture, et présenté

par M. Lefebvre (lib. belge), le Parlement a approuvé un règlement qui reporte à une date ultérieure l'application du régime d'échange aux caséines et caséinates.

Modification du prix d'achat du beurre et du lait écrémé en poudre appliqué par les organismes d'intervention belges et luxembourgeois (4 décembre). Le Parlement a approuvé un règlement sur la base du rapport (doc. 208) présenté par M. Dulin (lib. fr.) au nom de la commission de l'agriculture.

Organisation du marché du lait et des produits laitiers (4 décembre). Sur la base d'un rapport (doc. 211) présenté par M. Dulin (lib. fr.), le Parlement a approuvé un règlement qui concerne la libre circulation du lait frais à l'intérieur de la Communauté.

Statut des fonctionnaires européens

Le 3 décembre, le Parlement européen a approuvé une résolution présentée par M. Rossi (lib. fr.) dans un rapport (doc. 194) fait au nom de la commission des finances et des budgets sur la pétition n° 3/70 concernant la concertation entre les organisations représentatives et le Conseil au sujet du statut des fonctionnaires et leurs rémunérations.

Le Parlement se félicite qu'une procédure régulière de contact et de dialogue ait pu être mise au point entre le Conseil et les représentants du personnel des Communautés; souligne que le fonctionnement normal du Parlement ne doit pas subir les conséquences de décisions ou prises de position qu'il n'aurait pas contribué à déterminer; réaffirme que toutes les institutions communautaires doivent être pleinement associées aux délibérations et décisions du Conseil concernant le statut du personnel et la révision annuelle de ses rémunérations.

M. Califice (dém.-chr. belge) a approuvé la résolution et a demandé l'instauration de véritables négociations entre le personnel et les institutions, de même que M. Bermani (soc. it.) qui a mis l'accent sur l'importance et la nécessité du dialogue entre employeurs et travailleurs.

Politique des transports

Etablissement de règles communes pour les services de navette effectués par autocars entre les Etats membres (2 décembre). Sur la base du rapport (doc. 192) présenté par M. Jozeau-Marigné (lib. fr.), au nom de la commission

des transports, le Parlement a approuvé, avec quelques modifications, une proposition de règlement qui complète la réglementation de l'accès au marché des transports internationaux de voyageurs par route et qui a pour but essentiel, a précisé le rapporteur, d'empêcher une concurrence déloyale entre Etats membres.

Démission d'un membre

Le 2 décembre, le Parlement a pris acte de la démission de M. Parri (non inscrit, ind. de gauche, it.) pour raisons de santé.

Prochaines sessions

Le Parlement tiendra ses prochaines sessions à Luxembourg les 19 et 20 janvier 1971 et à Strasbourg du 8 au 12 février 1971.

La Conférence parlementaire de l'association C.E.E.—E.A.M.A. se réunira à Yaoundé du 11 au 13 janvier 1971.

III. ACTIVITES DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

COMMISSION POLITIQUE (1)

Président: M. Scarascia Mugnozza (dém.-chr. it.)

**13 et 29 octobre, 10 novembre à Bruxelles
20 novembre à Strasbourg — 23 et 30 novembre à Bruxelles**

Union économique et monétaire. Adoption d'un avis rédigé par M. Giraudo (dém.-chr. it.) (voir 2ème partie).

Union politique. Premier colloque avec les ministres des affaires étrangères des Etats membres de la Communauté sur les questions qui ont fait l'objet d'une consultation entre les ministres, le 19 novembre à Munich, en application de l'accord sur l'union politique.

Election du Parlement européen au suffrage universel direct. Définition des points à discuter au cours de la rencontre du 8 décembre avec le président en exercice du Conseil:

- période transitoire et sa durée,
- système électoral,
- augmentation du nombre des parlementaires européens,
- compatibilité entre le mandat parlementaire européen et le mandat parlementaire national,
- problèmes posés par l'adhésion éventuelle de nouveaux membres aux Communautés européennes (rapporteur: M. Dehousse, soc. belge).

Négociations sur l'élargissement de la Communauté. Echange de vues avec la Commission européenne sur l'état des négociations.

Problèmes du bassin méditerranéen. Au cours d'une réunion commune avec la commission des relations économiques extérieures, échange de vues avec la Commission européenne sur la politique commerciale de la Communauté.

COMMISSION ECONOMIQUE (2)

Président: M. Lange (soc. all.)

**22 et 23 octobre à Bruxelles — 29 et 30 octobre à Bolzano
9, 10, 23 et 24 novembre à Bruxelles — 2 et 3 décembre à Luxembourg**

Union économique et monétaire. Adoption d'un rapport intérimaire (voir 1ère partie) et d'un rapport complémentaire (voir 2ème partie) de M. Bousch (U.D.E., fr.).

Troisième programme de politique économique à moyen terme. Adoption du rapport de M. Lange (soc. all.) (voir 2ème partie).

Mise en place d'un mécanisme de concours financier à moyen terme. Adoption d'un rapport de M. Lange (soc. all.) (voir 2ème partie).

Exploitation et mise dans le commerce des eaux minérales. Adoption d'un avis favorable de M. Romeo (lib. it.).

Politique structurelle des régions montagneuses. Exposé de M. Mitterdorfer (dém.-chr. it.) et échange de vues avec les autorités de la province de Bolzano et des représentants de l'industrie et de l'agriculture. Adoption d'une question orale avec débat au Conseil sur l'état actuel de la politique régionale.

Poursuite de l'examen: de la constitution du patrimoine, des règles de concurrence dans la Communauté, de la politique industrielle de la Communauté, du marché de l'eurodollar.

Désignation de M. Califice (dém.-chr. belge) comme rapporteur sur la suppression des contrôles sur les échanges intracommunautaires et sur une modification du règlement relatif au transit communautaire.

COMMISSION DES FINANCES ET DES BUDGETS (3)

Président: M. Spénale (soc. fr.)

**13, 22 octobre, 5 et 6 novembre à Bruxelles
10 novembre à Bonn — 17 novembre à Strasbourg
27 novembre à Bruxelles — 2 décembre à Luxembourg**

Projet de budget supplémentaire n° 2 pour 1970. Adoption du rapport de M. Aigner (dém.-chr. all.) (voir 1ère partie).

Acompte complémentaire sur les dépenses éligibles au F.E.O.G.A. Adoption du rapport de M. Cointat (U.D.E., fr.) (voir 1ère partie).

Comptes de gestion et bilans financiers 1968. Echange de vues avec la commission de contrôle sur les aspects généraux du problème du contrôle des comptes communautaires. Adoption du rapport de M. Leemans (dém.-chr. belge) (voir 1ère partie).

Harmonisation des législations fiscales des Etats membres. Adoption d'une question orale avec débat à la Commission européenne (voir 1ère partie).

Concours du F.E.O.G.A., section orientation, pour 1971. Réunion commune avec la commission de l'agriculture. Adoption d'un avis rédigé par M. Aigner (dém.-chr. all.): la constitution de réserves ne répond pas au principe d'une saine politique financière; il faut rattraper le retard des actions d'amélioration des structures (voir 1ère partie).

Projet de budget pour 1971. En présence de délégations des commissions des affaires sociales, de l'agriculture, de l'énergie, échange de vues avec le président en exercice du Conseil. Adoption du rapport de M. Gerlach (soc. all.) (voir 2ème partie).

Projet de budget de recherche et d'investissement de l'Euratom pour 1971. Adoption du rapport de M. Pintus (dém.-chr. it.) (voir 2ème partie).

Irrégularités et récupération des sommes indûment versées dans le cadre du financement de la politique agricole commune. Adoption du rapport de M. Aigner (dém.-chr. all.) (voir 2ème partie).

Concertation entre les organisations du personnel et le Conseil. Adoption du rapport de M. Rossi (lib. fr.) sur une pétition n° 3/70 (voir 2ème partie).

Projet de budget supplémentaire n° 3 pour 1970. Adoption du rapport de M. Aigner (dém.-chr. all.) (voir 2ème partie).

Union économique et monétaire. Adoption d'un avis rédigé par M. Aigner (dém.-chr. all.): — le transfert de pouvoirs et l'élargissement des institutions communautaires sont indispensables — les délais pour la réalisation des différentes étapes doivent être fixés (voir 1ère partie); deuxième avis présenté par M. Aigner: — politique budgétaire harmonisée — consultation du Parlement sur toute décision fondamentale périodique — abaissement des frontières fiscales (voir 2ème partie).

Mécanisme de concours financier à moyen terme. Adoption d'un avis favorable sous certaines réserves, rédigé par M. van Amelsvoort (dém.-chr. néerl.) (voir 2ème partie).

Programme de politique économique à moyen terme. Adoption d'un avis favorable rédigé par M. Galli (dém.-chr. it.) (voir 2ème partie).

Primes d'élimination des vaches et primes à la non-commercialisation des produits laitiers. Adoption d'un avis rédigé par M. Cointat (U.D.E., fr.): permettre aux bénéficiaires des primes de mettre fin à leurs engagements après cinq ans (voir 2ème partie).

Assainissement de la production fruitière. Adoption d'un avis rédigé par M. Wohlfart (soc. lux.): baser le régime sur des statistiques précises et renforcer les mesures de contrôle (voir 2ème partie).

Prorogation du délai relatif aux conditions du concours du F.E.O.G.A. Adoption d'un avis favorable rédigé par M. Aigner (dém.-chr. all.) (voir 2ème partie).

Désignation de M. Rossi (lib. fr.) comme rapporteur sur le budget et le taux du prélèvement C.E.C.A. pour 1971.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE (4)

Président: M. Boscary-Monsservin (lib. fr.)

**20 et 21 octobre, 5 et 6 novembre à Bruxelles
17 novembre à Strasbourg — 24 et 25 novembre à Bruxelles
3 décembre à Luxembourg.**

Normes communes de qualité applicables aux fruits et légumes. Adoption du rapport de M. Liogier (U.D.E., fr.) (voir 1ère partie).

Production et commercialisation des oeufs à couver. Adoption du rapport de M. Estève (U.D.E., fr.) (voir 1ère partie).

Concours du F.E.O.G.A., section orientation, pour 1971. Réunion commune avec la commission des finances et des budgets. Adoption du rapport de M. Vredeling (soc. néerl.) (voir 1ère partie).

Organisation commune des marchés des céréales et du riz. Adoption du rapport de M. Riedel (dém.-chr. all.) (voir 1ère partie).

Organisation commune du marché des matières grasses. Adoption du rapport de M. Dewulf (dém.-chr. belge) (voir 1ère partie).

Rapprochement des législations concernant les agents conservateurs. Adoption d'un avis favorable rédigé par M. Kriedemann (soc. all.) (voir 1ère partie).

Importations d'agrumes du Maroc et de la Tunisie. Adoption d'un avis rédigé par M. Cifarelli (soc. it.): empêcher que le régime préférentiel ne perturbe le marché intérieur de la Communauté (voir 1ère partie).

Accords C.E.E.—Espagne et C.E.E.—Israël. Adoption de deux avis rédigés par M. Blondelle (lib. fr.): pas de remise en cause de la politique agricole commune; étudier le problème d'ensemble des relations économiques C.E.E. — pays du bassin méditerranéen (voir 1ère partie).

Projet de budget supplémentaire n° 2 pour 1970. Adoption d'un avis favorable rédigé par M. Vredeling (soc. néerl.) (voir 1ère partie).

Acompte complémentaire sur des dépenses éligibles au F.E.O.G.A. Adoption d'un avis favorable rédigé par M. Vredeling (soc. néerl.) (voir 1ère partie).

Rapprochement des législations relatives aux pâtes alimentaires. Adoption d'un avis rédigé par M. Riedel (dém.-chr. all.): — liberté d'utiliser indifféremment le blé dur ou le blé tendre — indications de la composition sur les emballages (voir 1ère partie).

Primes à l'élimination des vaches et à la non-commercialisation des produits laitiers. Adoption du rapport de M. Kollwelter (dém.-chr. lux.) (voir 2ème partie).

Commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne. Adoption du rapport de M. Vals (soc. fr.) (voir 2ème partie).

Prix d'orientation du vin pour 1970–1971. Adoption du rapport de M. Vals (soc. fr.) (voir 2ème partie).

Régime d'échange de certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles. Adoption du rapport de M. Dulin (lib. fr.) (voir 2ème partie).

Assainissement de la production fruitière de la Communauté. Adoption du rapport de M. Liogier (U.D.E., fr.) (voir 2ème partie).

Prorogation du délai relatif aux conditions du concours du F.E.O.G.A. pour 1970. Adoption du rapport de M. Vredeling (soc. néerl.) (voir 2ème partie).

Organisation du marché viti-vinicole. Modification d'un règlement en ce qui concerne les dilutions alcooliques. Adoption du rapport de M. Dröschner (soc. all.) (voir 2ème partie).

Prix du beurre et du lait en poudre appliqué par les organismes d'intervention belge et luxembourgeois. Adoption du rapport de M. Dulin (lib. fr.) (voir 2ème partie).

Organisation du marché du lait – Régime des échanges extérieurs pour le lait de consommation. Adoption du rapport de M. Dulin (lib. fr.) (voir 2ème partie).

Irrégularités et récupération des sommes indûment versées dans le cadre du financement de la politique agricole commune. Adoption d'un avis favorable rédigé par M. Radoux (soc. belge) (voir 2ème partie).

Programme de politique économique à moyen terme. Rédacteur pour avis M. Richarts (dém.-chr. all.). Le programme sera examiné dans le cadre des propositions pour la réforme de l'agriculture européenne (voir 2ème partie).

Rapprochement des législations concernant la mayonnaise et autres sauces. Adoption d'un avis rédigé par M. Liogier (U.D.E., fr.).

Désignation de rapporteurs: M. Zaccari (dém.-chr. it.) sur le financement des actions de publicité dans le secteur des plantes vivantes et des produits de la floriculture — Mme Orth (soc. all.) sur les enquêtes à effectuer par les Etats membres dans le domaine du potentiel de production des plantations d'arbres fruitiers.

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE PUBLIQUE (5)

Président: M. Müller (dém.-chr. all.)

**14, 21 et 22 octobre, 4 et 26 novembre à Bruxelles
1er décembre à Luxembourg**

Lutte contre la pollution des eaux fluviales. Adoption du rapport de M. Boersma (dém.-chr. néerl.) (voir 1ère partie).

Rapprochement des législations sur les pâtes alimentaires. Adoption du rapport de Mlle Lulling (soc. lux.) (voir 1ère partie).

Rapprochement des législations: — concernant les boissons rafraîchissantes sans alcool: adoption du rapport de M. Ricci (dém.-chr. it.); — concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées alimentaires: adoption du rapport de M. Califice (dém.-chr. belge) (voir 1ère partie).

Liberté d'établissement dans le domaine pharmaceutique. Adoption d'un avis rédigé par M. Merchiers (lib. belge): problème de l'habilitation des pharmaciens à effectuer des analyses médicales; — réglementation de la publicité pour les médicaments (voir 1ère partie).

Programme de politique économique à moyen terme. Adoption d'un avis rédigé par M. Laudrin (U.D.E., fr.) (voir 2ème partie).

Liberté d'établissement pour les vétérinaires. Adoption d'un avis favorable rédigé par M. Liogier (U.D.E., fr.).

Désignation de rapporteurs: Mlle Lulling (soc. lux.) sur l'état d'application de l'égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et féminins — M. Boersma (dém.-chr. néerl.) sur certains problèmes d'une politique des salaires et des revenus — M. Califice (dém.-chr. belge) sur le 7ème rapport de l'Organe permanent pour la sécurité dans les mines — M. Liogier (U.D.E., fr.) sur le rapprochement des législations concernant les eaux minérales — M. Pianta (lib. fr.) sur le rapprochement des législations concernant les glaces alimentaires et concernant le matériel électrique utilisable en atmosphère explosive.

COMMISSION DES RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES (6)

Président: M. de la Malène (U.D.E., fr.)

**15 octobre à Bonn — 9 et 30 novembre à Bruxelles
2 décembre à Luxembourg**

Accord C.E.E.—Israël. Adoption du rapport de M. Westerterp (dém.-chr. néerl.) (voir 1ère partie).

Accord C.E.E.—Espagne. Adoption du rapport de M. Boano (dém.-chr. it.) (voir 1ère partie).

Adhésion de la Communauté à l'accord international sur le café. Adoption du texte d'une question orale avec débat à la Commission européenne (voir 1ère partie).

Importations d'agrumes originaires du Maroc et de Tunisie. Avis favorable (voir 1ère partie).

Régime d'échange applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles. Adoption d'un avis favorable (voir 2ème partie).

Organisation du marché du lait. Régime des échanges extérieurs pour le lait de consommation. Adoption d'un avis favorable rédigé par M. Baas (lib. néerl.) (voir 2ème partie).

Relations C.E.E.-Amérique latine. Echanges de vues avec la Commission européenne à la suite de la transmission de la déclaration de Buenos-Aires. M. De Winter a été chargé de présenter un projet de rapport.

Problèmes du bassin méditerranéen. Au cours d'une réunion commune avec la commission politique, échange de vues avec la Commission européenne sur la politique commerciale de la Communauté.

Relations commerciales entre la C.E.E., les U.S.A. et le Japon. Echange de vues avec la Commission européenne: la Communauté doit réagir avec calme et fermeté face à l'attitude des U.S.A. et du Japon.

Désignation de rapporteurs: M. De Winter (dém.-chr. belge) sur la pétition 1/70 sur les répercussions défavorables d'un élargissement des Communautés pour les pays en voie de développement — M. Kriedemann (soc. all.) sur certaines mesures transitoires pour l'uniformisation progressive des accords relatifs aux relations commerciales des Etats membres avec les pays tiers.

Désignation de M. Brouwer (dém.-chr. néerl.) comme rédacteur d'un avis sur l'harmonisation des législations relatives aux manipulations dans les entrepôts douaniers et les zones franches.

COMMISSION JURIDIQUE (7)

Président: M. Boertien (dém.-chr. néerl.)

16 et 29 octobre, 5, 12 et 26 novembre à Bruxelles

Liberté d'établissement dans le domaine pharmaceutique. Adoption du rapport de M. Dittrich (dém.-chr. all.) (voir 1^{ère} partie).

Rapprochement des législations concernant les eaux minérales. Adoption d'un avis favorable rédigé par M. Armengaud (lib. fr.).

Règlement du Parlement européen. Premier examen en vue d'une révision du règlement.

Désignation de M. Memmel (dém.-chr. all.) comme rapporteur sur la pétition 2/70 concernant l'affaire de l'Ile des Roses (Italie).

Désignation de M. Bermani (soc. it.) comme rédacteur d'un avis sur le rapprochement des législations concernant les glaces alimentaires.

COMMISSION DE L'ENERGIE, DE LA RECHERCHE ET DES PROBLEMES ATOMIQUES (8)

Président: M. Leemans (dém.-chr. belge)

6 novembre à Bruxelles — 17 novembre à Strasbourg

Situation et perspectives du Centre commun de recherche. Adoption du texte d'une question orale avec débat (voir 1ère partie).

Troisième programme de politique économique à moyen terme. Adoption d'un avis rédigé par M. Houdet (lib. fr.): nécessité de la mise en oeuvre d'une politique communautaire de l'énergie et de la recherche (voir 2ème partie).

Visite au C.E.R.N. à Genève (20 et 21 octobre). Une délégation de la commission a visité les installations du Centre et a eu des entretiens avec le directeur général. La délégation a constaté le dynamisme dont fait preuve le C.E.R.N. qui contraste avec l'immobilisme de l'Euratom.

Rencontre avec des personnalités britanniques (29 et 30 octobre à Londres). Discussion d'un rapport sur l'organisation et la structure d'une science et d'une technologie européenne (rapporteurs: MM. Oele, soc. néerl., et Noe, dém.-chr. it.) et d'un rapport sur l'industrie cryogénique (rapporteurs: MM. Moonman, secrétaire de la délégation britannique, et Gardner, de la "British oxygen").

COMMISSION DES TRANSPORTS (9)

Président: M. Posthumus (soc. néerl.)

19 octobre, 9 et 24 novembre à Bruxelles

Règles communes pour les services de navette par autocar entre les Etats membres. Adoption d'un rapport de M. Jozeau-Marigné (lib. fr.) (voir 2ème partie).

Liberté d'établissement pour diverses activités non salariées dans le domaine des transports. Adoption d'un avis favorable rédigé par M. Bourdelles (lib. fr.).

Désignation de rédacteurs d'avis: M. Biaggi (lib. it.) sur la modification du règlement relatif au transit communautaire — M. Schwabe (soc. all.) sur le rapprochement des législations relatives à l'assurance de la responsabilité civile lors de l'usage de véhicules automoteurs.

COMMISSION DE L'ASSOCIATION AVEC LA GRECE (10)

Président: M. Glinne (soc. belge)

Pas de réunion.

COMMISSION DE L'ASSOCIATION AVEC LA TURQUIE (11)

Président: M. De Winter (dém.-chr. belge)

27 novembre à Bruxelles

Protocole additionnel relatif au passage de la phase préparatoire à la phase transitoire de l'accord d'association. Echange de vues avec la Commission européenne et désignation de M. Wohlfart (soc. lux.) comme rapporteur.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES PAYS AFRICAINS ET MALGACHE (12)

Président: M. Achenbach (lib. all.)

**19 octobre à Bruxelles — 16 novembre à Strasbourg
27 novembre à Bruxelles**

Importations d'agrumes originaires du Maroc et de Tunisie. Adoption du rapport de M. Bersani (dém.-chr. it.) (voir 1ère partie).

Echange de vues avec la Commission européenne sur la situation actuelle de l'association C.E.E.—E.A.M.A.

Désignation de M. Bersani (dém.-chr. it.) comme rapporteur sur la mission d'étude et d'information au Surinam et aux Antilles néerlandaises.

IV. AUTRES ACTIVITES

GROUPE DEMOCRATE-CHRETIEN

Président: M. Lücker (all.)

23 octobre à Bruxelles — 11 novembre à Luxembourg

Union économique et monétaire. Approbation du rapport Werner. Le groupe demande la réalisation d'un système de concours financier réciproque et souhaite la participation des partenaires sociaux (rapporteurs: MM. Werner, premier ministre luxembourgeois, et Boersma, néerl.) (voir 1ère et 2ème partie).

Réforme de l'agriculture européenne. Examen des cinq directives présentées par la Commission européenne: malgré les aspects positifs de 10 années de politique agricole commune, le revenu des agriculteurs est encore inférieur à celui des autres catégories sociales. Le groupe reconnaît que la politique des prix et les organisations communes de marchés ne résolvent pas le problème, et demande une politique des structures avec une participation financière communautaire (rapporteurs: MM. Vetrone (it.) et Richarts (all.)).

GROUPE DE L'UNION DEMOCRATIQUE EUROPEENNE

Président: M. Triboulet (fr.)

Journées d'études, 16 et 17 octobre à Bonn

Le groupe a eu des entretiens avec les représentants des trois partis de la R.F.A., notamment avec M. Scheel, ministre des affaires étrangères et président du parti libéral, M. Barzel, président du groupe parlementaire démocrate-chrétien, et plusieurs dirigeants du parti social-démocrate. Le président Triboulet a insisté sur

le fait que les dirigeants de la coalition gouvernementale et de l'opposition n'ont rien renié de leurs principes européens. Le groupe a posé le problème du retard de la R.F.A. dans la ratification de l'accord sur les ressources propres aux Communautés. MM. Triboulet et Habib Deloncle ont noté que les esprits ont évolué en R.F.A. vers des vues réalistes en ce qui concerne la construction de l'Europe politique, pas à pas, et par les voies réalistes de la coopération et de la coordination. Les craintes relatives à une politique de division pratiquée par l'U.R.S.S. à l'égard du Marché commun sont contredites, a constaté le groupe, par l'attachement de la R.F.A. à l'entente franco-allemande et par son désir d'éviter des surenchères avec la France dans les relations avec les pays de l'Est.

COMMISSION PARITAIRE DE LA CONFERENCE PARLEMENTAIRE DE L'ASSOCIATION C.E.E.—E.A.M.A.

Président: M. Ngo'o Mebe (Cameroun)

28—31 octobre à Libreville (Gabon)

Rapport annuel d'activité du Conseil d'association. Adoption du rapport général de M. Guillaibert (Sénégal) présenté par M. Sissoko (Mali). Le rapport étudie les questions suivantes: le fonctionnement des institutions de l'association — le régime préférentiel — les échanges commerciaux — la coopération financière et technique — l'industrialisation des E.A.M.A. et la coopération économique interafricaine — l'élargissement de la Communauté et ses effets sur l'association.

Compte de gestion 1969 et état prévisionnel 1971. Adoption du rapport de M. Bouanga (Gabon): décharge au secrétaire général du Parlement européen pour le compte de gestion 1969. Approbation de l'état prévisionnel 1971 qui se monte à 626.000 francs français.

Coordination de l'activité des 24 Etats membres de l'Association, dans le cadre des organisations internationales de coopération et de développement économiques. Premier échange de vues d'un projet de document de travail de M. Hein (soc. all.) présenté par M. Fellermaier (soc. all.):

- dans quelle mesure les intérêts économiques des membres de l'association est susceptible d'harmonisation interne?
- les possibilités d'action commune au sein des organisations internationales sont limitées.

Les deux rapports et le document de travail seront soumis à la Conférence parlementaire de l'Association qui se réunira du 11 au 13 janvier à Yaoundé (Cameroun).

M. Ngo'o Mebe a été élu président de la commission paritaire en remplacement de M. Rakotozafimahery (Madagascar).

QUESTIONS ECRITES

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 68 du 10 juin 1970 publie les réponses aux questions écrites de:

M. Vredeling (n° 425/69, 16.1.70) à la Commission sur le boycottage américain à l'égard de Cuba.

M. Fellermaier (n° 437/69, 23.1.70) à la Commission sur la distribution de lait dans les écoles de la Communauté.

M. Vredeling (n° 456/69, 5.2.70) à la Commission sur le contingentement de l'eau-de-vie à l'importation en République fédérale d'Allemagne.

M. Ramaekers (n° 470/69, 12.2.70) à la Commission sur la création d'un Office européen de la jeunesse à la suite de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement à La Haye.

M. Califice (n° 481/69, 27.2.70) à la Commission sur le traitement des agrumes au diphényle.

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 69 du 11 juin 1970 publie la réponse à la question écrite de:

M. Müller (n° 473/69, 17.2.70) à la Commission sur les pratiques douteuses de placement de la main-d'oeuvre sur le marché du travail italien.

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 72 du 17 juin 1970 publie la réponse à la question écrite de:

M. Fellermaier (n° 506/69, 10.3.70) à la Commission sur les disparités entre les prix des voitures automobiles en France et en Allemagne.

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 73 du 18 juin 1970 publie les réponses aux questions écrites de:

M. Vredeling (n° 501/69, 6.3.70) à la Commission sur l'application des articles 93 paragraphe 2 et 169 du traité de la C.E.E., de l'article 88 du traité de la C.E.C.A. et de l'article 141 du traité d'Euratom.

M. Vredeling (n° 507/69, 10.3.70) à la Commission sur les subventions pour les moyens de production dans le secteur agricole.

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 76 du 22 juin 1970 publie la réponse à la question écrite de:

MM. Boersma et Boertien (n° 468/69, 12.2.70) à la Commission sur les stocks de céréales, de sucre et de beurre.

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 86 du 10 juillet 1970 publie les réponses aux questions écrites de:

M. Gerlach (n° 492/69, 6.3.70) à la Commission sur l'instauration d'un système de prix normaux conformément à la proposition de règlement concernant la perception d'un montant compensatoire à l'importation de certaines matières grasses.

M. Vredeling (n° 504/69, 6.3.70) au Conseil sur la désignation du président et des membres de la commission de contrôle.

M. Kriedemann (n° 508/69, 11.3.70) à la Commission sur l'évolution des prix des céréales.

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 89 du 14 juillet 1970 publie la réponse à la question écrite de:

M. Oele (n° 490/69, 27.2.70) à la Commission sur l'absorption du groupe Verblifa par l'entreprise américaine "Continental Can Company".

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 93 du 21 juillet 1970 publie la réponse à la question écrite de:

M. Vredeling (n° 432/69, 22.1.70) à la Commission sur les mesures prises par le gouvernement fédéral en faveur de l'agriculture allemande à la suite de la réévaluation du D.M.

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 95 du 24 juillet 1970 publie la réponse à la question écrite de:

M. Vredeling (n° 503/69, 6.3.70) à la Commission sur la coordination dans le cadre de la politique commerciale commune.

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 102 du 5 août 1970 publie les réponses aux questions écrites de:

M. Vredeling (n° 279/69, 25.9.69) à la Commission sur la création d'un institut international de recherches pour l'aménagement du territoire dans le nord-ouest de l'Europe.

M. Vredeling (n° 502/69, 6.3.70) à la Commission sur les échanges de produits agricoles entre la République fédérale d'Allemagne et la R.D.A.

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 106 du 17 août 1970 publie la réponse à la question écrite de:

M. Vredeling (n° 44/69, 9.4.69) à la Commission sur les échanges "triangulaires" de fromage suisse entre la Suisse, la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande.

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 123 du 8 octobre 1970 publie la réponse à la question écrite de:

M. Vredeling (n° 217/69, 30.9.70) à la Commission sur les importations en République fédérale d'Allemagne de pâte de cacao en provenance de la R.D.A. (réponse complémentaire).

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 133 du 5 novembre 1970 publie la réponse à la question écrite de:

M. Vredeling (n° 474/69, 17.2.70) à la Commission sur les échanges commerciaux entre la République fédérale d'Allemagne et la R.D.A. (réponse complémentaire).

Le Journal officiel des Communautés européennes n° C 138 du 18 novembre 1970 publie la réponse à la question écrite de:

M. Oele (n° 489/69, 27.2.70) à la Commission sur la décision de l'administration de la Banque européenne d'investissement sur la demande de prêt relative à la construction d'une centrale nucléaire à Flessingue.

BUREAUX D'INFORMATION DU PARLEMENT EUROPEEN

1000 BRUXELLES, Palais des Congrès, 3, place Coudenberg
Tél. 11.28.81

75 PARIS (8ème), 41, rue de Courcelles
Tél. 227.22.28

00186 ROME, via del Corso, 184
Tél. 679.05.07